

Essai sur la Conception d'une Société des Nations avant le XX^e Siècle

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
(Es Sciences Politiques et Economiques)

Soutenue le Mercredi 26 Janvier 1921 à 2 heures

PAR

Louis Carle BONNARD

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Licencié ès Lettres

Président : M. WEISS

Suffragants } MM. PILLET, professeur.
BASDEVANT, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^{ie}

Éditeurs.

14, RUE SOUFFLOT, 14

—
1921

~~1. BONNARD~~
BONNARD



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552820_0036

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

87305

Essai sur la Conception d'une Société des Nations avant le XX^e Siècle

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
(Es Sciences Politiques et Economiques)

Soutenue le Mercredi 26 Janvier 1921 à 2 heures



PAR

Louis Carle BONNARD

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Licencié ès Lettres

Président : M. WEISS

Suffragants } MM. PILLET, professeur.
BASDEVANT, agrégé.

PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU & C^{ie}
Éditeurs.

14, RUE SOUFFLOT, 14

—
1921

BIBLIOGRAPHIE

Azincourt (Camille Deroux d'). — *Exposé des projets de paix perpétuelle de l'abbé de Saint-Pierre, de Bentham et de Kant*, 1905.

Augustin (Saint). — *La Cité de Dieu*:

— *Lettres*.

— *Réfutation de la doctrine manichéenne*.

Aulard (A.). — *Préface aux écrits politiques de Kant*, 1917.

Bentham (J.). — *Principes de droit international*, 1789.

— *Projet de la paix perpétuelle*.

Bourgeois (L.). — *Le Pacte de 1919 et la Société des Nations*
Paris, 1920.

Briout. — *L'idée de paix perpétuelle de J. Bentham*,
(Thèse Paris, 1905).

Crucé dit La Croix (E.). — *Le nouveau Cyrée. Discours d'état représentant les occasions et moyens d'établir une paix générale et la liberté du commerce pour tout le monde*,
Paris, 1623.

Delbos (V.). — *La philosophie pratique de Kant*.

— *Les idées de Kant sur la paix perpétuelle* (*Nouvelle Revue*, août 1899).

Faguet (E.). — *Le pacifisme*, 1908.

Gourny. — *Etude sur la vie et les écrits de l'abbé de Saint-Pierre*.

Grotius (H.). — *De jure pacis ac belli*, Paris, 1625.

Hanoteaux (G.). — *Etudes historiques sur le xvi^e et xvii^e siècle en France*, Paris, 1886.

Kant (E.). — *Essai sur la paix perpétuelle*, 1795.

— *Principes métaphysiques de la doctrine du droit*, 1797.

Lagorgette. — *Le rôle de la guerre*, 1906.

Lagadrie-Duchere. — *J.-J. Rousseau et le Droit des gens*.

- Larroque (P.).** — *De la guerre et des armées permanentes*, Paris, 1856.
- Louis-Lucas (P.).** — Un plan de paix générale au xvii^e siècle : Le nouveau Cyrée d'Emery Crucé (*Thèse Dijon*, 1919).
- Maistre (J. de).** — *Les soirées de Saint-Pétersbourg*, Paris, 1821. *Le Pape*, 1820, Lyon.
- Millerand (A.).** — *Déclaration ministérielle*, 1919.
- Molinari.** — *L'abbé de Saint-Pierre*, 1857.
- Moniteur (Le).** — Tome IV, réimpression. Discours de Volney à l'Assemblée Constituante, mai 1790.
- Mys.** — *La paix perpétuelle de l'abbé de Saint-Pierre*.
- Pillet.** — Que faut-il penser de l'établissement d'une Société des Nations (*Revue Scientia*, mai 1920).
- Poirson.** — *Histoire d'Henri IV*.
- Pfister.** — Les économies royales de Sully (*Revue historique*, 1894).
- Richet.** — *Le passé de la guerre et l'avenir de la paix*, 1907.
- Rousseau (J.-J.)** — *Discours sur l'inégalité*.
— *Du contrat social*.
— *Gouvernement de Pologne*, édition Dreyfus-Brisac.
— *Critique de l'abbé de Saint-Pierre*, 1761.
- Saint-Pierre (Ch. Irénée Castel, abbé de).** — *Projet de la paix perpétuelle*, Utrecht, 1713-1716.
- Saint-Simon.** — *Réorganisation de la Société européenne*, 1814, Paris (en collaboration avec Aug. Thierry).
- Scelle (G.).** — Revue : *La paix par le droit*, août 1919.
- Siégler-Pascal.** — Un contemporain égaré au xviii^e siècle : Les projets de l'abbé de Saint-Pierre (1658-1753). *Thèse Paris*, 1899.
- Suarez (F.).** — *De bello*.
— *De legibus ac Deo legislatore*, 1612.
- Sully (Maximilien de Béthune, duc de).** — *Mémoires des sages et royales économies d'état de Henry le Grand*, 1662.
- Thierry (A.).** — Cf. Saint-Simon, *supra*.
- Vanderpol.** — *La doctrine scolastique du droit de la guerre*, 1919.
- Volney.** — Cf. *Moniteur*, *supra*.
- Weiss (A.).** — Le droit international d'hier et de demain (*Revue Scientia*, janvier 1916).

INTRODUCTION

A l'issue de la Grande Guerre, l'Entente victorieuse a voulu que les traités signés entre ses adversaires et elle en 1919 et en 1920 débutassent tous par un accord identique : le pacte de la Société des Nations.

Or l'article premier du Covenant qui institue la Société des Nations, lui assigne pour but de favoriser la collaboration des nations et de leur assurer entre elles la paix et la sécurité par l'engagement de ne pas recourir à la guerre. Pour la première fois dans l'histoire, les gouvernements ont donc formé entre leurs peuples une association juridique destinée à conférer à leurs relations un caractère d'équité et de bienveillance réciproque toujours plus accentué et à maintenir la paix parmi eux.

Le pacte de 1919 est apparu à plus d'un comme totalement nouveau. D'abord par son titre qui parle d'une Société des Nations et non d'une Société des Etats.

Or le Droit International public reposait jusqu'à nos jours avant tout sur la notion d'Etat et nullement sur celle de nation.

La nation, en effet, n'offre entre ceux qui la composent qu'un lien purement moral : communauté de race ou de langue ou de religion ou mieux, communauté de traditions et d'aspirations. Tandis que l'Etat groupant sur un territoire déterminé des individus soumis à une même autorité, a pour caractéristique un lien de droit entre ses ressortissants. L'Etat est en justice, est sujet de droits, dispose d'une force coercitive : sa personnalité se manifeste clairement en droit international comme en droit interne.

Et cependant, l'Etat peut se réduire à une simple entité juridique. Comme l'empire romain de jadis ou l'Autriche-Hongrie d'hier, l'Etat peut absorber en soi des nations nettement dissemblables et n'être rien de plus qu'un assemblage artificiel de nations et qu'une mosaïque de peuples groupés sous un sceptre unique. La nation au contraire est seule une réalité vivante ; seule elle constitue un groupement homogène et c'est elle seule qui se peut sentir cette âme collective qui fait les patries.

Le Droit International toutefois ignora longtemps les nations. Aux deux conférences de La Haye de 1899 et de 1907 qui virent cependant le plus grand effort tenté jusqu'alors pour réaliser la paix entre les peuples et assurer le respect du droit, les nations furent totalement sacrifiées. La longue plainte de l'Arménie n'est pas plus écoutée en 1907 que ne l'avaient été en 1899 les protestations des Boers. Et l'Alsace-Lor-

raine non plus que ces autres Alsaces et ces autres Lorraines que furent la Corée, le Trentin, la Pologne, la Slavie du Sud, combien d'autres ? ne purent avoir accès aux assises de La Haye.

Il faut arriver à la Grande Guerre pour voir rendre à la nation sa place légitime dans le Droit International. En janvier 1916, l'Institut Américain de Droit International proclame les droits et les devoirs non des Etats mais des nations. Puis à l'été de 1918 c'est la reconnaissance par l'Entente des Tchéco-Slovaques d'abord, des Yougo-Slaves ensuite, non comme belligérants ni comme Etats mais comme nations. C'est enfin en 1919 la constitution de la Société des Nations.

C'est qu'il ne s'agit plus comme à La Haye d'assurer la paix à tout prix fût-ce en stabilisant un *statu-quo* inique. L'Entente au contraire a voulu construire un monde nouveau en fondant la paix sur le droit.

Le pacte de 1919 a paru aussi animé d'un esprit entièrement nouveau par un autre caractère que la place rendue dans le droit des gens à l'idée de nation : c'est que pour fonder la paix entre les nations, le Covenant veut les englober toutes en une association unique.

La Société des Nations en effet est universelle dans ses tendances. Le monde avant elle avait bien connu des traités d'alliance et d'amitié à l'infini. Contre un souverain dont la puissance éminente alarmait ses voisins, les autres monarques avaient bien noué des coalitions embrassant jusqu'à près de dix Etats. Les

rois après 1815 avaient bien constitué une Sainte Alliance qui groupait pour des fins politiques identiques les gouvernements — à défaut des peuples — des cinq plus puissantes nations d'Europe. Mais il s'agissait généralement là de ligues à caractère sinon nettement offensif du moins guerrier. Une alliance du reste n'est-elle pas toujours dirigée contre un adversaire éventuel?

D'ailleurs même dans l'état de paix la communauté internationale demeura longtemps restreinte. Au milieu du *xix^e* siècle la doctrine admettait encore l'existence d'un droit public dit européen, c'est-à-dire restreint aux relations des Etats d'Europe, et des républiques d'Amérique, filles de l'Europe. Ce n'est qu'en 1856 après la guerre de Crimée au traité de Paris que l'on voit un état d'Orient, la Turquie, admise au bénéfice des mêmes règles internationales.

La compénétration réciproque des civilisations qui est une des marques de la société contemporaine devait amener un élargissement de la communauté internationale. A la Haye les États les plus divers sont représentés; le *Saint-Siège est invité*; le Japon et le Brésil y siègent aux côtés de la Russie et de la France. En 1919 le Covenant de la Société des Nations est signé par vingt-sept États y compris l'Inde et les Dominions Britanniques; en outre douze autres États nommément désignés dans le pacte sont invités à y adhérer dans les deux mois de sa mise en vigueur. Enfin pour peu qu'une nation fût-elle une ennemie d'hier,

fût-elle l'un des agresseurs de 1914, fournisse des garanties de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux, l'Entente l'admettra à siéger à ses côtés dans la Société Générale des Nations. Ainsi en vertu de cette « pensée sublime » (selon l'expression même du premier plénipotentiaire allemand à Versailles en juin 1919) de la plus atroce des guerres doit naître l'universelle concorde.

Il faut bien considérer toutefois que ces deux caractères de la Société des Nations : fondement désormais du Droit des gens sur le concept vivant de la nation et groupement de la totalité des peuples en une association unique, résultent tout naturellement de l'évolution des idées et des faits, et ne sont que les aspects d'une conception de la Société des Nations.

Ce qui constitue proprement l'essentiel d'une semblable conception c'est l'idée de mettre l'accord dans la grande famille humaine et c'est la recherche d'une organisation propre à assurer cet accord.

Or ce généreux dessein d'union universelle et cette étude des moyens destinés à y parvenir ne sont pas choses si nouvelles qu'il a pu paraître à d'aucuns.

Souvent au cours des siècles de grands esprits rêvèrent d'une union fraternelle des peuples. Longtemps ce fut bien plus un vœu de leur cœur qu'une construction de leur intelligence. Puis à mesure que s'écoulèrent les temps, les ébauches se firent plus poussées et plus précises.

Il nous a paru digne d'intérêt de rechercher — en nous bornant à quelques noms par siècle¹ — ceux, parmi les penseurs, qui les premiers avaient eu la conception d'une Ligue des Nations², reflet terrestre de cette cité d'outre-tombe où tout ne doit être que paix et amour.

1. C'est ainsi que nous n'avons pas cru devoir examiner ici l'essai sur la Paix présente et future de l'Europe, paru à Londres en 1693, et dû au quaker William Penn. Les quakers en effet comme plus tard Tolstoï conçurent avant tout l'établissement de la paix universelle comme une non-résistance au mal. C'est en somme la négation d'une organisation juridique entre les peuples. Et l'on ne saurait considérer les quakers comme des précurseurs de la Société des Nations.

2. Nous avons au cours de cette étude constamment employé les expressions « Société des Nations » et « Ligue des Nations » comme de synonymes parfaits. Lors de l'élaboration des traités de paix, la Commission de la Société des Nations qui siégea à l'Hôtel Crillon admit en effet que le vocable anglais « League of Nations » était exactement traduit par le français « Société des Nations » tout comme par l'allemand « Volkerbund. »

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE.

Avant les temps modernes.

Ce n'est guère avant le ^{xvii}^e siècle que l'on peut parler véritablement d'une conception nettement exprimée de la Société des Nations. Sans doute le désir de paix hanta de tout temps le cœur des hommes mais l'antiquité, ni le Moyen Age non plus que la Renaissance, n'eurent de penseurs qui se proposassent d'assurer cette paix universelle par une organisation juridique.

Les nations d'Orient comme les peuples grecs connurent la guerre à l'état endémique. Et même dans cette Hellade qui fut l'éducatrice de Rome et, par Rome, de tout le monde moderne, c'est la force toujours qui réglait les conflits. La légende faisait bien la Paix fille de Thémis, mais il s'agissait de la seule paix sociale entre membres d'une même cité. Même chez Platon l'on ne trouve guère de limites au droit de la guerre. Et n'est-ce pas Aristote qui a dit : « La

guerre est une manière de chasse dirigée contre les hommes nés pour obéir et qui refusent l'esclavage. Le fort puise dans sa supériorité le droit de dominer ? » Sans doute les Stoïciens et les Cyniques eurent une tendance à éliminer l'idée de patrie et à se considérer comme les citoyens du monde. Ils n'appliquèrent cependant jamais leur esprit au problème de l'établissement de la paix parmi les peuples.

Il est toutefois une institution grecque qui mérite de retenir l'attention. C'est l'amphictyonie. Par amphictyonie il faut entendre le groupement de peuples grecs voisins en une fédération religieuse et, par extension, politique. Dans toute l'antiquité en effet, la politique dérivait du religieux et c'est de l'autel que naissait la cité.

Entre la première guerre Médique et la conquête d'Alexandre, la Grèce connut plusieurs amphictyonies. Amphictyonie de Thessalie dont le centre est la vallée de Tempé où elle honore Apollon ! Amphictyonie d'Orchomène peut-être la plus ancienne ; elle tient ses assises en l'île de Calaurie et groupe Orchomène, Athènes, Epidaure, Hermione !

Amphictyonie de Délos formée des peuples insulaires de Syros, de Rhène, de Myconos, de Ténos ! Amphictyonie Ionienne qui compte douze cités d'Asie et qui se réunit au mont Mycale auprès du temple de Poseidon ! Amphictyonie de Delphes, la plus célèbre de toutes et dont les délégués tiennent une assemblée

chaque année le printemps à Delphes l'automne aux Thermopyles!

Aux amphictyonies étaient célébrées des fêtes religieuses. Le conseil des délégués décernait des récompenses : une statue, un tombeau à ceux qui avaient bien mérité de la ligue; tandis que ceux qui l'avaient trahie étaient frappés de malédictions et mis hors la loi religieuse et politique.

En un sens on peut donc tenir les amphictyonies comme de très lointains ancêtres de la Société des Nations. Elles attestent en effet chez des peuples parfois très différents les uns des autres une tendance sinon à l'unité du moins à l'union, et un désir commun d'une paix qui ne se fonde pas sur le seul emploi de la force. Même les amphictyonies disposaient de sanctions — purement morales sans doute mais effectives cependant — contre ceux des peuples adhérents que blâmait le Conseil des amphictyons.

Toutefois il sied de ne pas oublier qu'il n'y eut jamais dans l'Antiquité d'État grec unique. Le monde hellénique connut des fédérations parfois très vastes telle la ligue de Délos conduite par Athènes au début du ve siècle avant Jésus-Christ; mais jamais on ne vit d'amphictyonie commune à toutes les cités hellènes. Et le culte d'Apollon Delphique ou de Zeus Olympique, les Jeux de Némée, d'Olympie ou de Corinthe apparaissent bien plus nettement que les amphictyonies comme des institutions panhelléniques.

Ainsi donc pas même à l'intérieur du monde grec si divisé mais cependant homogène par la parenté de ses dialectes, par la similitude de ses mœurs, par la communauté de ses traditions religieuses, on ne trouve une association de cités qui puisse par son caractère universel annoncer nettement la ligue des Nations.

Encore bien moins trouverait-on une fédération où entrassent aux côtés de cités grecques, des peuples de Phrygie, d'Epire ou d'Egypte. Si l'on voit la conquête macédonienne préparée en Hellade par l'entrée de Philippe dans le Conseil des amphictyons, lors de la Guerre Sacrée, c'est que les Macédoniens formaient déjà alors un peuple fortement hellénisé et que les Grecs ne se rangeaient déjà plus parmi les Barbares.

Le monde romain semble avoir ignoré encore bien plus que le monde grec la conception même embryonnaire d'une Société des Nations. Le droit, de toute évidence, joua dans la société romaine un rôle de protagoniste. Mais le droit demeura avant tout un droit interne réglant à l'intérieur de Rome ou des pays à elle soumis la condition des personnes, le sort des biens et les contrats. Ce que nous appelons le Droit Public International reste très effacé. Et le Droit de la guerre se réduit en somme à des usages communs à tous les peuples antiques où à des cérémonies religieuses telles celles que célèbrent les féciaux. Quant au problème de la suppression des guerres par

une organisation juridique commune aux divers peuples, il ne paraît pas qu'il ait tenté à Rome les penseurs et les écrivains. Cicéron lui-même malgré son grand cœur et malgré un esprit tout imprégné de philosophie grecque, considère la guerre comme un mal nécessaire. C'est qu'en réalité les Romains furent les grands maîtres de l'impérialisme. Ils parvinrent — ce que n'avait pu ni le Grand-Roi, ni le pharaon-dieu, ni le génie d'Alexandre — à édifier un immense empire, l'ordre et la prospérité matérielle régnant chez les peuples soumis. La conquête romaine ne vit jamais sa légitimité mise en doute à Rome; pas plus qu'aucune voix ne s'éleva jamais pour s'indigner de tant de sang versé ni d'une mauvaise foi si insigne guidant la diplomatie.

Et ce n'est guère qu'avec les Antonins que les Romains cherchèrent pour leurs entreprises guerrières une justification dans l'idée de cette paix universelle — *pax Romana* — qui suivait les aigles des légions. Il n'y avait là au reste qu'une tentative pour excuser la force et son emploi constant — mais nullement un désir d'asseoir la Paix sur le Droit.

En vérité c'est dans les idées chrétiennes que se trouve le premier germe d'une conception fraternelle des rapports de tous les peuples entre eux.

Le dogme chrétien est en effet international dans son principe. Ce n'est plus un peuple élu et prédestiné qui est appelé au salut mais bien tous les peuples, les païens comme les chrétiens, les gentils comme les convertis.

Aussi dès le iv^e siècle voit-on les païens accuser le Christianisme d'avoir par ses préceptes de mansuétude et de charité fait disparaître l'esprit guerrier des anciens Romains et d'avoir été ainsi la cause indirecte du triomphe des Barbares. Dans la *Cité de Dieu*,¹ Saint Augustin répond à ces griefs. Et sa réponse l'amène à définir les principes sur lesquels on peut fonder le droit de la guerre. Ces mêmes idées, Saint Augustin les reprend et les développe dans quelques-unes de ses lettres² ainsi que dans sa *Réfutation de la doctrine Manichéenne*³. Et même selon une évolution d'esprit assez fréquente, dans ce dernier ouvrage Saint Augustin en arrive à un pacifisme si absolu qu'il condamne toute guerre quelle qu'elle soit.

Et sans doute il ne faut pas chercher dans Saint Augustin une construction juridique destinée à établir la paix et l'ordre entre les nations. Il n'en est pas moins vrai que c'est chez lui qu'apparaissent pour la première fois les deux grandes idées chrétiennes sur lesquelles est fondée la Société des Nations : Solidarité existant entre tous les peuples ; généreux désir d'assurer entre eux la paix perpétuelle. Au reste quand au xiii^e siècle Saint Thomas d'Aquin écrit sa *Somme Théologique*, ce sont encore les principes formulés

1. Particulièrement aux chapitres IV et XIX.

2. Spécialement dans la lettre V *ad Morcellinum* et la lettre CCV *ad Bonifacium*.

3. Notamment du chapitre XXII.

par Saint Augustin qui sont à la base de sa doctrine.

A mesure d'ailleurs que l'Église affirme sa puissance au cours des siècles médiévaux, redoublent les efforts pour faire plus humaine et plus rare la guerre jusqu'alors endémique et barbare. Sous la haute autorité du Saint-Siège grâce à l'action de la Chevalerie, sous l'influence des Croisades on voit la guerre s'humaniser un peu.

Même la papauté conçut des desseins plus grandioses. Elle rêva d'être comme un tribunal des rois, ayant pouvoir de lier et délier sur cette terre les nations, toutes sœurs à ses yeux. Evidemment à ces grandes vues de pacifisme, le Saint-Siège ne fut pas sans mêler un désir de domination universelle. A l'impérialisme spirituel eût sans aucun doute succédé un impérialisme temporel. Il n'en reste pas moins, malgré ce que ces grandes tentatives conservèrent d'humain, que la Papauté montra alors selon le mot de Faguet « la plus grande pensée et le plus grand dessein qui aient traversé le Monde. »

Le début des Temps modernes semble plutôt avoir marqué une régression qu'un progrès dans les idées pacifistes et la conception d'une ligue des nations.

La Renaissance sans se heurter de front à l'esprit chrétien, remit en honneur avec l'art païen le respect des idées de l'antiquité païenne. Et les humanistes du xvi^e siècle semblent avoir été trop respectueux de ces civilisations d'Athènes et de Rome où la guerre

était en honneur, pour condamner nettement tout conflit armé et chercher à assurer la paix. Sans doute les grands esprits du xvi^e siècle blamèrent parfois vigoureusement les guerres religieuses mais non pas toutes les guerres. Sans doute Rabelais¹ a raillé la monomanie de conquête de Pichrochole et recommandé d'en user avec charité vis-à-vis des vaincus. Mais il n'y a là aucunement une condamnation philosophique de la guerre en soi, et encore moins la conception de la nécessité d'une entente pacifique entre les peuples.

Au contraire à partir du xvii^e siècle jusqu'à nos jours des penseurs établiront des projets de paix perpétuelle et de ligues internationales destinées à assurer cette paix. Chaque siècle verra éclore plusieurs de ces conceptions, certaines étant étudiées avec une grande minutie. Et plus d'une d'entr'elles annonce déjà clairement par quelque côté le Pacte juré en 1919 par vingt-sept nations.

1. Pantagruel. (III. — 1)

PREMIÈRE PARTIE

Le XVII^e Siècle

Dès 1612, une intéressante tentative est faite par le théologien Suarez dans son « *Traité des lois et de Dieu comme législateur* » pour établir ce que nous appelons le droit international public, pour définir le droit de la guerre et pour mettre en lumière l'existence d'un lien social entre les nations.

En 1623, le « Nouveau Cynée » d'Emery Crucé envisage les rapports économiques et juridiques des nations et apporte un plan de solution pacifique des conflits.

A la même époque, exactement en 1625, Grotius publie son traité de la paix et de la guerre où il aborde la question de la pacification et de l'arbitrage.

Enfin en 1662, les Economies Royales de Sully viennent exposer le « Grand Dessein » d'Henri IV.

Tels sont, pensons-nous, les quatre précurseurs qui ont étudié avec le plus de soin les conditions de la paix

entre les peuples et qui les premiers ont eu nettement la conception d'une Société internationale. Peut-être n'est-il pas inutile de remarquer que les ancêtres du Covenant de 1919 furent ainsi un théologien, un économiste, un juriste et un homme d'État; tant il est vrai que sur le chemin du droit et de la solidarité humaine se rencontrent tous les penseurs, encore que venus des quatre points de l'horizon intellectuel.

CHAPITRE PREMIER

François SUAREZ

François Suarez naquit à Grenade en 1548. Il y mourut en 1617. Entré dès sa jeunesse dans la Compagnie de Jésus, il montra tout d'abord assez peu de goût pour l'étude. Sans doute, son esprit original et puissant ne trouvait-il qu'un faible aliment dans la philosophie scolastique qui était encore dans la seconde moitié du ^{xvi}^e siècle la base de tout enseignement.

Mais dès que Suarez put exposer le résultat de ses méditations, on fut frappé de la vigueur de ses idées et du caractère pénétrant de ses analyses des grands problèmes philosophiques juridiques et religieux. En peu d'années le médiocre écolier devint un maître illustre. Francisco Suarez enseigna tour à tour à Coïmbre, à Valladolid, à Rome, à Salamanque, à Alcalá. Non content d'être une des lumières de la chaire

espagnole, il écrit des ouvrages de théologie. C'est lui qui, lors des disputes qui éclatèrent à propos du système de Molina, imagina la doctrine sur la grâce, connue sous le nom de Congruisme, et exposa cette doctrine dans sa « *Defensio fidei catholicæ contra Anglicæ sectæ errores.* » Il écrit des ouvrages de philosophie tels ses *Métaphysicarum tomus duo*. Il aborde enfin les graves questions de la souveraineté en droit public et des rapports entre les nations.

En matière de droit des gens l'œuvre de Suarez se trouve principalement contenue dans son traité « *De triplici virtute theologali* (et en particulier dans le « *De bello* » qui se trouve à la troisième partie de l'ouvrage) et dans son « *Tractatus de legibus ac Deo legislatore.* »

C'est par trois ordres d'idées que nous pouvons tenir Suarez pour un très lointain précurseur d'une Ligue des Nations : la légitimité de la guerre, le rôle de l'arbitrage et la conception d'une solidarité existant entre les peuples.

Dans le *De Bello* Suarez examine d'abord si la guerre est un mal en soi, ou si elle n'est un mal que par les circonstances qui déterminent son emploi. La réponse tient en trois propositions : 1^o la guerre considérée en elle-même ne saurait être défendue aux chrétiens ; 2^o la guerre défensive même n'est pas seulement permise ; elle est parfois ordonnée, car rien n'est plus légitime que de repousser la force par la force pour cette

raison que le droit de se défendre soi-même est pour les collectivités comme pour les individus un droit naturel et nécessaire; 3^o enfin, la guerre offensive n'est pas nécessairement un mal : elle peut être honnête et indispensable s'il s'agit de repousser et de venger des violations du droit.

Ces principes posés Suarez examine quelle peut être l'autorité légitime qui ait pouvoir pour déclarer la guerre. (Dans la pensée de Suarez cette question ne se pose qu'à propos d'une guerre agressive, puisque contre un injuste agresseur tout le monde du fait même de l'agression a le pouvoir de se défendre et ainsi le droit de répondre aux hostilités par des hostilités). Le droit de déclarer la guerre appartient au prince souverain ou à tels organes de l'Etat qui auraient reçu semblable pouvoir. Quiconque a un supérieur temporel ne saurait déclarer la guerre sans l'autorisation de ce supérieur. Ainsi en'est-il de l'État qui n'a pas la plénitude de la souveraineté et qu'en lien de vassalité par exemple enchaîne à un état suzerain. C'est que toute guerre d'entreprise sans autorité légitime n'est pas seulement contraire à la charité mais encore à la justice alors même que cette guerre aurait une cause légitime et juste.

Suarez met au premier plan dans l'ordre moral en matière de guerre l'équité de la cause soutenue : aucune guerre ne peut être juste si elle n'a pas une cause légitime et nécessaire. Ainsi celui qui a violé un

droit, s'il refuse sans emploi des armes la juste réparation qui lui est demandée fournit à son adversaire une juste cause de guerre. Et une fois la guerre entreprise et jusqu'à la victoire il est permis de causer à l'ennemi tous les dommages qui peuvent être nécessaires soit pour obtenir satisfaction soit pour parvenir au succès, pourvu qu'on ne viole pas les droits des innocents, violation qui consisterait alors un mal en soi.

Au contraire celui qui entreprend une guerre sans juste cause pèche et contre la charité chrétienne et contre la justice; aussi est-il tenu à réparer tous les dommages.

On voit donc que Suarez ne manifeste pas un pacifisme outrancier. Même un examen superficiel de ses idées pourrait donner à penser que l'auteur du *De Bello* n'est en rien animé du même esprit que les signataires du Pacte de la Société des Nations.

La Société des Nations apparaît en effet à première vue comme une association destinée avant tout à éviter la guerre.

Mais en vérité le Covenant de 1919 — ne pouvant d'un trait de plume décréter la fin des guerres — a bien prévu expressément les conflits armés. L'art. 16 du Pacte parlé du droit de passage des munitions et des armées des Etats membres de la ligue sur le territoire des uns et des autres il parle aussi de la part contributive des membres de la ligue à une guerre intéressant la ligue. Et il est vraisemblable que

lorsque la Société des Nations embrassant tous les Etats du globe, jouera de façon régulière et normale elle aura bien souvent contre un Etat infracteur du Pacte à user du procédé de la guerre ou tout au moins ces formes voilées de la guerre que sont les divers blocus et les sanctions économiques.

Suarez en réalité ne fait qu'exposer, développer et réfuter les doctrines scolastiques communément admises de son temps sur la guerre juste et la guerre injuste. Il entre même à ce propos dans une série de distinctions et de sous-distinctions longues et subtiles. Mais en tout cas il donne à toute guerre une base morale singulièrement solide : la juste cause qui la fait entreprendre. Combien de guerres, surtout au temps de Suarez, demeuraient justifiées si on leur appliquait ce criterium ? Bien peu évidemment. Aucune même peut-être.

Et il y a en vérité une proche parenté spirituelle entre l'obligation qu'impose le Covenant de déférer au Conseil de la Société des Nations toute guerre projetée afin qu'elle soit l'objet d'un examen approfondi — et ce souci scrupuleux de Suarez de peser avant toute guerre les motifs qui pourraient inciter à la commencer et cet examen de l'équité ou de l'iniquité de ces motifs.

Francisco Suarez mérite d'autre part encore d'être tenu pour un de ceux qui ont le plus judicieusement médité sur les moyens propres à assurer la paix parmi les peuples. Ils'agit de ses réflexions sur l'arbitrage.

Déjà dans le *De Bello* Suarez dit qu'au regard de la Morale le prince est obligé d'exposer à l'état adverse la juste cause de la guerre qu'il a dessein d'entreprendre, et de demander une réparation convenable. Et si l'autre partie offre cette réparation il est tenu de l'accepter et de s'abstenir de la guerre qui, du fait de ce refus deviendrait une guerre injuste.

¶ Dans le *Tractatus de legibus ac Deo legislatore* Suarez développe bien plus abondamment ses idées sur l'arbitrage. Voici ce qu'il écrit à ce sujet :

« On se demande si les souverains sont obligés de s'en rapporter à l'arbitrage des gens de bien. La question se pose au point de vue de la loi naturelle seulement sans parler de l'autorité du pape. Je crois que l'affirmative est très probable car on est tenu d'éviter la guerre par tous les moyens possibles et honnêtes. Si donc il n'y a aucune injustice à redouter c'est de beaucoup le meilleur moyen et il faut l'employer. En effet il est impossible que l'auteur de la Nature ait laissé les choses humaines qui sont plus souvent régies par des conjectures que par des certitudes dans un état si critique, que tous les conflits entre les souverains où les États ne puissent se terminer que par la guerre. Ce serait contraire à la prudence et au bien général du genre humain, donc contraire à la justice. Il en résulterait en outre que les plus puissants posséderaient régulièrement plus que les autres et que la force des armes serait la mesure des droits, ce qui serait aussi absurde que barbare.

« Mais il faut faire sur ce point deux observations : le souverain n'est pas obligé de s'en rapporter au jugement de ceux qu'il n'a pas lui-même institués comme arbitres, il faut donc que les arbitres soient agréés par les deux parties. Mais on n'aime pas beaucoup à employer ce moyen : aussi y recourt-on très rarement. La plupart du temps le prince tient pour suspect les juges étrangers. Ensuite il faut remarquer que le souverain agissant de bonne foi, peut faire examiner ses droits par des hommes prudents et savants et que si leur opinion est que son droit est évident il peut la suivre et n'est plus tenu de s'en rapporter à d'autres. La raison est qu'il faut juger de son droit comme d'une juste contestation. »

On voit donc que Suarez tout en déplorant l'usage peu fréquent de l'arbitrage en droit international, en préconise vivement l'emploi sous la seule réserve que les arbitres soient agréés des deux parties. Or si l'on considère l'article 12 du Covenant de 1919, article qui est sans aucun doute, une des pièces maîtresses du pacte, on voit que le but de ses rédacteurs a été avant tout de soumettre tout conflit ou toute menace de conflit à un arbitrage, de gagner du temps, d'établir véritablement un moratorium de guerre, c'est-à-dire exactement ce que propose Suarez.

Sans doute il apparaîtra à certains que l'arbitrage selon Suarez ne jouera jamais puisque le souverain peut aussi faire examiner ses droits par des légistes et

se décider à la guerre si ses conseillers estiment que sa cause est juste. On sait en effet que les conseillers des princes trouvent souvent des apparences de bonnes raisons pour soutenir leur souverain dans ses vues de domination.

Mais Suarez prend bien soin de dire que seul peut en user de la sorte le souverain « agissant de bonne foi ». Et cela renverse toutes les critiques que l'on pouvait adresser au théologien espagnol.

En outre on ne peut pas ne pas être frappé de l'importance donnée à la justice, à la bonne foi, à la droiture tant dans les écrits de Suarez que dans le Pacte de la Société des Nations. Le pacte de 1919 réduit en effet au minimum les sanctions possibles entre les adversaires éventuels de la Société, il multiplie les délais, les conseils et les recommandations, enfin la bonne foi y joue un rôle si considérable que le mot français « pacte » est impuissant à traduire tout ce qu'éveille de sacré et de religieux le vocable anglais « Covenant ».

Il est enfin un autre côté par où Suarez annonce la Société des Nations : c'est par le sentiment très net qu'il a eu de la solidarité qui lie tous les peuples. Ayant dans son *De legibus* étudié les caractères généraux des lois, François Suarez en donne une classification. Puis il examine la loi naturelle et le droit des gens.

Le droit des gens se distingue du droit naturel en ce qu'il est uniquement un droit positif humain. Il en est ainsi en particulier du droit de la guerre. En

tant que ce droit consiste pour tout État ou toute puissance souveraine de réparer une injustice, il relève du droit des gens ; — car en vertu de la seule raison naturelle il n'était pas nécessaire que ce pouvoir existât dans l'État offensé. Les hommes auraient pu établir un autre mode de vindicte, par exemple remettre ce pouvoir à une autre puissance et l'instituer arbitre avec pouvoir coercitif.

Quelle est donc la raison d'être du droit des gens ? C'est que le genre humain, encore que divisé en nations et en royaumes différents, a cependant une unité certaine non seulement spécifique mais aussi politique et morale. Car cette unité résulte tout d'abord du précepte chrétien de l'amour et de la charité mutuels, qui doivent s'étendre à tous, même aux étrangers, de quelque nation qu'ils soient. Bien que chaque ville indépendante, chaque république ou chaque royaume constitue en soi par la seule réunion de ses membres une communauté parfaite, chacune de ces communautés est aussi aux yeux de Suarez, membre de cet ensemble qu'est le genre humain. Jamais en effet ces collectivités ne se peuvent séparément suffire à elles-mêmes, constamment elles ont besoin de leur aide réciproque, de leur union, de leur association soit pour leur mieux-être et leur plus grande utilité, soit même comme le montre l'expérience, à cause d'une nécessité ou d'une indigence morale. Et Suarez en conclut que pour ces motifs les nations ont besoin de quelque droit

qui les dirige et les ordonne. Il faut à l'ensemble des nations des lois communes à toutes, établies par l'autorité de toutes et qui ne pourront pour cette raison être modifiées que de l'assentiment unanime.

Il semble donc bien que Suarez ait conçu clairement l'existence d'un lien social entre les États et de la nécessité d'une organisation juridique du monde pour transformer ce lien social en lien contractuel.

Que si l'on rapproche cette vue de Suarez de ses idées sur la guerre — alors si fréquente — et sur l'arbitrage — alors si rare — on peut à bon droit estimer que le savant théologien a été un grand précurseur. Sans aller jusqu'à dire comme le jésuite Rodriguez d'Avriaga que Suarez a dépassé ses contemporains « *tanquam gigas* », on ne peut nier qu'il ait eu, au moins dans ses caractéristiques essentielles la conception de cette Ligue des Nations fondée seulement plus de trois siècles après sa mort.

CHAPITRE II

Emery CRUCÉ

Il parut à Paris en 1623 un ouvrage intitulé le *Nouveau Cynée* et qui contient un projet judicieusement étudié pour assurer dans le monde la paix universelle. L'auteur du nouveau Cynée se nommait Emery ou Emeric Crucé ou la Croix ou de la Croix, la graphie des noms propres n'ayant pas en ce temps la rigidité qu'elle a du nôtre.

Au reste sur cet Emery Crucé l'on ne sait à peu près rien de précis si ce n'est qu'il fit partie de la Ligue et qu'il publia une édition de Stace, d'ailleurs estimée fort critiquable par l'érudit Crorovius Leibniz dans ses « *Observations sur le projet de paix perpétuelle de l'abbé de Saint-Pierre* » cite bien Crucé mais sans rien nous apprendre sur sa vie. Sans doute l'auteur du *Nouveau Cynée* fut-il un bourgeois de Paris à qui une honnête aisance donnait des loisirs étendus. En tout

cas son ouvrage nous le révèle comme un penseur aux analyses aiguës et aux vues larges, doublé d'un écrivain coloré. Et ce sont tout à la fois les économistes, les politiques et les juristes qui le peuvent tenir pour un précurseur des idées modernes.

Le nouveau Cynée porte un sous-titre qui est à lui seul une explication très explicite du dessin de l'auteur « Discours d'état représentant les occasions et moyens d'établir une paix générale et la liberté du commerce pour tout le monde ». L'ouvrage comporte donc tout naturellement deux parties, l'une que l'on pourrait appeler plutôt politique et l'autre où domine le point de vue économique.

La première partie consiste en l'examen des causes de la guerre dans le monde et l'étude des moyens propres à assurer la paix universelle. La seconde a trait à la paix intérieure et à l'économie interne des Etats. L'ouvrage n'en constitue pas moins une forte unité car les conditions de la vie politique et commerciale à l'intérieur de l'Etat n'y sont guère étudiées qu'en tant que facteurs de la paix universelle.

Ce qui frappe tout d'abord dans l'œuvre de Crucé, c'est un pacifisme ardent, à la fois intuitif et raisonné. Les réflexions et les aphorismes visant l'inanité des guerres abondent sous la plume de Crucé « Avons-nous d'autres ennemis que les bêtes farouches ? » ; « Les monarques doivent-ils s'établir par massacres et par boucheries ? » ; « Pour deux soldats qui s'enrichissent

on en trouvera cinquante qui n'y gagneront que des coups ou des maladies incurables ? »; « Il y a dans la guerre plus de déshonneur à craindre que de gloire à espérer. »; « Les histoires témoignent que la guerre met plutôt la réputation d'un prince au hasard qu'elle ne l'augmente. O que l'honneur est une misérable chose s'il le faut acheter avec tant d'effusion de sang ! »

Tous les anathèmes jetés à la guerre dans les temps contemporains se retrouvent en ces quelques idées exprimées par Crucé avec tant de vigueur : malheur sans mesure résultant des conflits armés, incertitude du résultat, peu de valeur des motifs invoqués pour déclencher les guerres.

Du reste dès sa préface Emery Crucé avec une grande élévation de vues expose les desseins qu'il se propose par son ouvrage. Il avance « ayant la vérité pour escorte ». Il entend « exhorter les grands et les petits, les roys et les peuples à la vertu morale » et surtout déraciner le vice le plus commun qui est la source de tous les autres: l'inhumanité, car il n'est « pas de plus grande hérésie que l'erreur de ceux qui mettent leur souveraine gloire en l'injustice ». Aussi, pour remédier à de semblables maux, Crucé présente-t-il son « petit livre » qui « contient une police universelle ».

Cela posé, l'auteur entreprend de rechercher les causes qui déclenchent les guerres. Il les énumère. Ces causes sont à ses yeux : l'honneur, le profit, la réparation

de quelque tort, l'exercice (c'est-à-dire l'habitude et le besoin de guerroyer), la haine de race et la haine religieuse. Or au regard de la raison que reste-t-il de tous ces motifs de guerre ? L'honneur véritable n'est pas dans la force. Le profit retiré des batailles est bien douteux quand il n'est pas tout illusoire. La réparation des torts n'appartient pas aux hommes, pas même aux monarques, mais à Dieu seul. L'exercice cessera par la réduction au minimum des gens d'armes. Quant aux haines de race et de religion, bien souvent simples prétextes, Crucé prévoit qu'avec le temps elles passeront.

Reste à organiser la paix, partie positive et la plus malaisée de la tâche que s'est proposée l'auteur. Le premier but à viser doit être la réduction des armements et du nombre des soldats. Les hommes d'armes qui ne trouveront plus leur emploi dans la guerre s'adonneront aux travaux pacifiques. Ce sera grand soulagement de voir moins de ces gens « qui ne peuvent sentir que la poudre à canon ny mettre la main que sur le pommeau de leur espée, ny le pied que sur un champ de bataille. »

Toutefois si la réduction des armées peut être un sérieux facteur de paix, Crucé n'en fait cependant pas une panacée. Il ne suffit pas de rogner les instruments de guerre pour empêcher toute guerre de se déclencher.

Aussi l'auteur du Nouveau Cynée a-t-il conçu un plan minutieux pour assurer la paix. L'essentiel de ce

plan consiste en la création d'un congrès permanent d'ambassadeurs propres à constituer un tribunal d'arbitrage international. Ainsi les conflits pourront être réglés par voie de décisions juridictionnelles. Quel progrès! « Car de nuire et de tuer, c'est une chose facile : il ne faut pour cet effet qu'un petit aspic, une seule mouche, ce qui devrait suffire pour ravaler l'arrogance de ces fendants qui se glorifient d'en avoir tant tués es rencontres et batailles. » Tandis que par le jeu régulier d'un tribunal arbitral permanent la sentence du juge primerait dans le monde l'épée du soldat.

On voit que c'est la même idée directrice qui inspirait déjà les écrits du jésuite Suarez et la même aussi qui guida les rédacteurs du Pacte juré en 1919.

Le principe admis d'une Cour permanente d'arbitrage, il se présente aussitôt deux problèmes d'organisation pratique. Où siégera cette Cour ? Comment sera-t-elle composée ?

Pour siège de la Cour Internationale, Emery Crucé propose Venise « pour ce qu'il est comme neutre et indifférent à tous princes ; joint aussi qu'il est proche des plus signalées monarchies de la terre. »

Et il semble, en effet, que ce souci d'installer le tribunal d'arbitrage international en une ville à la fois neutre et à proximité de plusieurs grandes nations annonce déjà le choix qui devait être fait quelque trois cents ans plus tard de la cité de Genève pour siège de la Société des Nations.

Quant à la Cour arbitrale, elle-même, elle comprendra d'une part les ambassadeurs de toutes les monarchies et d'autre part les agents des grandes républiques, « je dis, explique Crucé, grandes Républiques comme celles des Vénitiens et des Suisses, et non pas ces petites seigneuries qui ne se peuvent maintenir d'elles-mêmes et dépendent de la protection d'autrui ».

Là encore on ne peut pas ne pas remarquer la parenté entre ce désir chez Crucé de n'admettre pas parmi les membres du Tribunal International « les petites seigneuries qui..... dépendent de la protection d'autrui » et la volonté des rédacteurs du Covenant de la Ligue des Nations d'écarter de la ligue les Etats n'ayant pas la pleine souveraineté ou du moins pas même cette indépendance de fait dont jouissent les Dominions britanniques.

L'Assemblée, une fois réunie se poseraient les questions de préséance et de présidence. Car « jamais conseil ne fut si auguste, ni assemblée si honorable que celle dont nous parlons, laquelle serait (ainsi) composée des ambassadeurs de tous les monarches et républiques souveraines qui seraient dépositaires et otages de la paix publique. »

Fort judicieusement, l'auteur du Nouveau Cynée propose d'attribuer la présidence au doyen d'âge ou mieux encore à chaque membre à tour de rôle.

Quant au protocole de préséance — chose peut-être encore plus grave en ce temps que dans le nôtre —

Emery Crucé après mûre réflexion le règle de la façon suivante. Le premier rang doit appartenir au pape « tant à cause de l'honneur que lui défèrent les princes.....que pour le respect de l'ancienne Rome de laquelle il est le seigneur temporel. » En second viendrait l'empereur des Turcs, parce qu'héritier de l'Empire Byzantin; en troisième l'empereur chrétien, en quatrième le roi de France « premier des roys à travers l'histoire et prince qui commande au peuple le plus renommé qui soit au monde », en cinquième, le roi d'Espagne; en sixième le roi de Perse; en septième, le roi d'Ethiopie; le huitième rang appartient à la Tartarie; le neuvième à la Chine; le dixième à la Moscovie. Enfin prendraient place les rois de Grande-Bretagne, de Pologne, de Danemark, de Suède, du Japon, du Maroc, le Grand Mogol et autres monarques des Indes et d'Afrique.

Si l'on songe que les Amériques ne comptaient alors aucun Etat indépendant on voit que l'énumération est très complète. Ainsi l'on retrouve chez Crucé cette vue de Suarez sur la solidarité qui lie l'ensemble des nations et sur la nécessité pour elles de tenir des assises qui les comprennent toutes en un universel Congrès.

Le rôle de l'assemblée de Venise consisterait essentiellement à maintenir la bonne intelligence entre les nations et ce d'abord, dit Crucé, par « voix de douceur ». C'est ouvrir la porte aux bons offices, aux conseils diplomatiques, à tous les procédés amicaux des Chancelleries en vue de règlement amiable des conflits.

Faute d'accord amiable, interviendrait la procédure d'arbitrage. Les ambassadeurs des nations intéressées feraient un exposé de leurs doléances après quoi l'assemblée à la majorité des voix rendrait une sentence. Seuls seraient juges titulaires les envoyés des monarchies, les députés des républiques ne devant intervenir que subsidiairement au cas d'un partage de voix entre les ambassadeurs monarchiques.

Reste alors à examiner la sanction possible au cas où la partie perdante refuserait de s'exécuter. Car c'est une faible autorité que celle du juge dont la sentence n'est pas assurée de l'exécution par l'appui du gendarme. Et ce n'est pas sans raison que la peinture symbolique nous montre toujours la justice un glaive à la main. Contre la nation à qui l'Assemblée de Venise aura donné tort, Crucé prévoit éventuellement une action coercitive. « Tous lesdits princes jureraient écrit-il, de tenir pour inviolable ce qui serait ordonné par la pluralité des voix en ladite Assemblée et de poursuivre par les armes ceux qui s'y voudraient opposer. »

La sanction des sentences rendues résulterait donc pour Crucé d'une action militaire entreprise collectivement par les nations juges. C'est là assurément la plus judicieuse solution de ce grave problème de la sanction. Toutefois, il faut bien considérer que cette sanction dépendra de la bonne foi des monarques. Qu'advient-il, en effet, si telles nations, bien qu'ayant

rendu un arrêt condamnant l'une d'elles, se refusaient à en venir à des mesures de coercition pour imposer le respect de cet arrêt ? En dernière analyse c'est donc tout le système de Crucé qui reposera sur la seule fidélité des gouvernements aux engagements souscrits par eux et sur leur seule loyauté. Il est vrai qu'à notre humble avis, c'est là l'inévitable et le plus grave défaut de tout plan d'une Société des Nations.

La partie du Nouveau Cynée qui traite plus particulièrement des problèmes de la paix intérieure est caractérisée par un grand nombre de projets et de réflexions qui de nos jours semblent prophétiques. Crucé demande que l'éducation des enfants soit faite aux frais de l'Etat; — il veut que le gouvernement s'occupe de contrôler les poids et autres mesures; il propose de donner à la monnaie une valeur invariable; Crucé lance l'idée d'un canal de la mer Océane à la mer Méditerranée, d'un canal pour « accourcir le chemin de la mer Caspienne à la mer Maiour » L'administration d'un Etat doit viser pour lui avant tout à établir des voies d'eau ou de terre propres à rendre les échanges plus aisés. C'est que pour Crucé, le négoce est la première richesse d'une nation, avec l'agriculture. « Le labourage nourrit un État et le trafic l'agrandit. C'est un abus de penser que les mestiers soient mesquiniques et qu'ils dérogent à la noblesse. Ce qui rapporte des commoditez à une monarchie ce n'est point la multitude des prestres ny religieux.....; ce sont ne point aussi les

praticiens et officiers de justice.... Bref il n'y a mestier comparable en utilité à celui de marchand qui accroist légitimement ses moyens aux despens de son travail et souventefois au péril de sa vie sans endommager ny offenser personne..... » Aussi serait-il à propos de diminuer les impôts qui frappent le négoce « principalement, dit Crucé, pour le fait des marchandises nécessaires à la vie, comme bled, vin, sel, chair, poissons, laine, toile et cuirs, afin que les marchands, les trafiquent plus librement et que le peuple les aye à meilleur prix. »

Ainsi se justifie le double sous-titre du Nouveau Cynée : Discours d'état représentant les occasions et moyens d'établir la paix générale et la liberté du commerce pour tout le monde. C'est que dans la pensée de Crucé, l'ordre politique et l'ordre économique sont liés; il sait que c'est bien souvent la solidité du substratum économique qui fait solide la construction politique. Son plan dès lors acquiert une cohésion et une logique tout à fait remarquables

Et l'on n'est pas surpris qu'Emery Crucé ait pensé réalisable son système. Car ce qu'il propose n'est pas une République semblable à celle de Platon laquelle « ne fut jamais qu'en l'idée et imagination de son auteur », mais bien un ensemble de dispositions propres à entrer dans le domaine du concret. Les princes regimberont bien un peu contre une assemblée suprême qui pourra leur sembler porter une atteinte à leur

souveraineté. Mais il n'y a nulle diminution d'indépendance ni aucune humiliation d'aucune sorte dans le fait de se soumettre à la raison plutôt que de recourir à la guerre, car la raison « n'est point au bout de l'épée ». Crucé compte aussi fort sagement sur une évolution des esprits. Les hommes pour lui se répartissent en trois catégories : les méchants, les gens de bien et les « imbécilles ». Or, même le peuple imbecile « ne demande pas moins le repos » que les gens de bien. Que pourront dès lors les méchants ?

L'auteur du Nouveau Cynée s'élève enfin à des adjurations pacifiques d'une grande élévation morale et d'une véritable éloquence. On « a été, s'écrie-t-il, par le passé prodigue de la vie des hommes. On a vu un déluge universel de leur sang capable d'empourprer la terre et la mer... Il est temps de donner le calme à ce grand océan en y jetant l'huile de réconciliation parfaite. Cela dépend de Vos Majestés, grands monarques. »

« Quel plaisir serait-ce, dit enfin Crucé, de voir les hommes aller de part et d'autres librement et communiquer ensemble sans aucun scrupule de pays, de cérémonies ou d'autre diversités semblables, comme si la terre estoit, ainsi qu'elle est véritablement, une cité commune à tous ! »

C'est en lisant des espoirs aussi généreux et des vœux aussi magnanimes, appuyés tous sur une étude réfléchie des moyens propres à assurer dans le Monde

une paix générale, que l'on sent la vérité profonde de cette formule du Cabinet Millerand en sa déclaration ministérielle, lorsqu'il assura, en janvier 1920, que le gouvernement français restait fermement attaché à « la Société des Nations, cette expression nouvelle d'une vieille conception française. »

CHAPITRE III

GROTIUS

Le Hollandais Hugo van Groot naquit à Delft en 1583; il mourut à Rostock soixante-trois ans après, en 1645. L'usage était alors parmi les érudits de latiniser ou de gréciser leurs patronymes, C'est sous le nom de Grotius que Hugo van Groot est connu dans l'histoire.

Petit-fils d'un bourgmestre de Delft qui avait étudié les lettres et le droit, fils de Cornelius van Groot qui enseigna à Leyde et le droit et la philosophie platonicienne, Hugo Grotius était par son ascendance même destiné à être ce qu'il fut : tout à la fois un humaniste, un juriste et un politique.

D'une étonnante précocité, Hugo Grotius — à la suite d'un voyage en France où il avait accompagné à la Cour d'Henri IV Justin de Nassau, amiral de Zélande et Barneveldt, grand pensionnaire des Etats Généraux, s'en fut à quinze ans se faire recevoir docteur en droit

à l'Université d'Orléans. L'année suivante il plaidait sa première cause devant le barreau de La Haye.

L'homme fait devait tenir les promesses de l'adolescent. On sait les éditions de Théocrite, d'Aratus, d'Euripide, de Capella, de Lucain, de Sénèque, traductions et commentaires qu'écrivit Grotius; — on sait ses vers latins et ses tragédies; — on sait son histoire de Hollande qu'il enrichit de notes nouvelles, sa vie durant — on sait son *Mare Liberum* et sa polémique avec Selden; — on sait le rôle qu'il joua dans les luttes entre gomaristes et arminiers; — on sait la part ardente qu'il prit aux attaques républicaines contre le despotisme des Nassau, son arrestation, sa détention à Loevenstein, son évasion qui inspira si heureusement Kotzebue; — on sait surtout sa grande œuvre : le traité « *De jure pacis ac belli* » qui fait de Grotius le véritable fondateur du Droit des Gens moderne.

L'ouvrage de Grotius sur le Droit de la paix et de la guerre parut à Paris en latin en 1625. Il débute par un discours préliminaire et comprend trois livres, le premier traitant de l'origine du droit et de la guerre; — le second des causes de la guerre — et le troisième des règles à observer au cours des conflits armés.

Il sied aussitôt de déclarer que Grotius est loin d'avoir comme Crucé conçu pour éviter le retour des guerres, l'idée d'une vaste fédération des peuples. Les principes sur lesquels est édifiée la Société des Nations

n'en sont pas moins, à notre avis, en germe chez Grotius.

Et d'abord l'œuvre du grand juriste batave est animée d'un souffle large d'humanité. Le souci est constant chez lui de faire la guerre moins atroce, de la régulariser et de la rendre en quelque façon juridique en édictant en vue des hostilités une manière de Code qui en restreigne l'exercice et les contienne en certaines limites prédéfinies. Sans doute on trouve chez Grotius des exposés de coutumes qui nous paraissent totalement barbares. Ainsi les particuliers sont en cas de guerre soumis au massacre et au pillage; les biens meubles et immeubles passent au vainqueur¹; même les églises et monuments funéraires ne sont pas exceptés²; les prisonniers peuvent être réduits en esclavage³, etc. Mais ce ne sont là, pour Grotius, que des règles généralement admises et que la conscience condamne comme injustes. Et lorsque Grotius, cessant d'exposer ce qui est pour établir ce qui devrait être, émet ses propres conceptions sur le droit de la guerre, on ne peut qu'être frappé de la modération et de l'humanité qui les animent. Grotius recommande de toujours épargner et les femmes et les enfants et tous ceux qui ne portent pas les armes. Il faut bien traiter les prisonniers, faire quartier à tous ceux qui ne sont pas

1. Livre III. Chapitre VI.

2. Livre III. Chapitre IV.

3. Livre III. Chapitre VIII.

coupables d'une injure personnelle. Il faut accorder aux assiégés de généreuses capitulations¹. Quant aux biens il sied de leur éviter toute inutile dégradation, de respecter monuments et objets d'art. En outre, l'occupant ne saurait prendre en pays ennemi que ce qui est absolument indispensable pour compenser les frais² de la guerre.

Il y a là comme l'annonce des Conférences de Genève et de La Haye.

Or dans l'esprit de Grotius le peu de valeur des causes de guerre et l'atrocité avec laquelle sont conduites les guerres sont deux idées liées. « J'ai remarqué de tous côtés, écrit-il, dans le monde chrétien, une licence si effrénée par rapport à la guerre que les nations les plus barbares en devraient rougir. On court aux armes ou sans raisons ou pour de très légers sujets; et quand une fois on les a en mains, on foule aux pieds tout droit divin et humain, comme si dès lors on était résolu à commettre toutes sortes de crimes sans retenue. »

Tout le Livre troisième du *De jure pacis ac belli* » a précisément pour but de poser des règles destinées à empêcher que soient commis « toutes sortes de crimes sans retenue » au cours des guerres.

Mais auparavant ne pourrait-on éviter selon l'ex-

1. Livre III. Chapitre XI.

2. Livre III. Chapitres XII et XIII.

pression de Grotius de « courir aux armes sans raison » ? C'est la question qu'il étudie dans le deuxième livre de son traité.

Comme chez Suarez nous allons retrouver chez Grotius l'examen de la légitimité de la guerre et la vieille distinction des canonistes entre la guerre juste et la guerre injuste. « Arrivons, écrit l'auteur du *De jure pacis ac belli*¹, aux causes des guerres, — j'entends aux causes justificatives, car il y en a d'autres qui nous y poussent par un motif d'intérêt et qui diffèrent de celles qui nous y portent par un principe de justice. »

Et selon le même processus psychologique que chez Crucé l'examen des motifs qui font entreprendre les guerres incline Grotius à un pacifisme très accentué. Non seulement il faut sans aucun doute et d'une manière absolue éviter la guerre injuste, mais les hommes étant sujets à se tromper et l'apparence de la justice pouvant se trouver de part et d'autre, il convient même d'éviter la guerre juste². A ces considérations de morale Grotius joint encore une raison d'utilité pour s'abstenir de la guerre : c'est l'incertitude du résultat. On ne saurait donc recourir aux armes en tout cas que si de sérieuses chances de succès se présentent. Car la vie étant le plus grand des biens, va jusqu'à écri-

1. Livre premier. P. 343.

2. Livre II. Chapitres XXIII et XXIV.

re Grotius, et valant bien mieux que la liberté, il n'est pas sage de l'exposer pour la liberté.

Enfin Grotius examine la question de savoir s'il ne serait pas possible d'éviter la guerre et ses horreurs même quand les chances de vaincre s'avéreraient considérables, même quand la cause soutenue apparaîtrait parfaitement juste. Il rappelle d'abord trois procédés en usage pour éviter le recours aux armes : la voie du sort, qui substitue le hasard à la force, la conversation qui permet les transactions et arrangements amiables, enfin le compromis.

Le compromis est supérieur aux deux autres moyens. « Les rois et les États chrétiens, écrit Grotius¹ sont surtout tenus d'entrer dans cette voie pour éviter l'emploi des armes. Car si pour éviter d'être jugés par des juges étrangers à la vraie religion, certains arbitres ont été constitués et par les Juifs et par les Chrétiens, combien plus on doit le faire pour éviter un mal beaucoup plus considérable c'est-à-dire la guerre. Et tant pour cette cause que pour d'autres, il serait utile, il serait même en quelque façon nécessaire qu'il y ait certaines assemblées de puissances chrétiennes, où les différends des uns seraient terminés par celles qui n'auraient pas d'intérêt dans l'affaire et où même on prendrait des mesures pour forcer les parties à recevoir la paix à des conditions équitables. »

1. Livre II. Pages 555 et sq.

La conception d'une cour internationale d'arbitrage est donc fort nette chez Grotius. Les garanties morales d'indépendance chez les juges sont prévues puisque seules jugeraient les nations non intéressées dans le litige. Enfin le problème capital de la sanction éventuelle est sinon résolu du moins indiqué et esquissé.

Sans doute Grotius ne nous offre pas comme Emery Crucé un plan minutieux d'organisation de la paix. Mais il faut considérer que Grotius est un juriste c'est-à-dire un homme qui cherche à dire le droit mais qui tient compte aussi des réalités objectives. Or du temps de Grotius la proposition d'un plan détaillé de tribunal d'arbitrage entre les nations n'eût guère eu de chances d'aboutir à un résultat concret, l'expérience ne le démontre que trop.

D'autre part sont-ce les lois qui prévoient minutieusement chaque cas qui sont les meilleures ? Ne sont-ce pas plutôt celles qui se contentent de guider le juge par de simples indications directrices et laissent de côté le détail de l'application ?

Il n'empêche que l'on peut tenir à bon droit Grotius pour un précurseur de la Société des Nations. La grande idée en effet qui inspire la Ligue des Nations, c'est, selon les termes de l'article premier du Covenant le souci « d'assurer entre les nations la paix... et l'engagement de ne pas recourir à la guerre. » Or, c'est là précisément la grande vue qui domine tout l'œuvre de Grotius dans le *De jure*.

Rendre la guerre moins atroce par des règles universellement acceptées — éviter d'entreprendre des guerres vouées d'avance à l'insuccès comme firent les Sagontins contre Carthage, comme fit Caton contre César — éviter d'entreprendre des guerres injustes — éviter même si possible toute guerre quelle qu'elle soit grâce à l'institution d'une Cour arbitrale entre les peuples, telles sont les principales propositions de Grotius.

Si l'on considère en outre qu'il est le premier au monde, à notre connaissance, à employer plusieurs fois l'expression « grande société des nations¹ », on ne peut pas ne pas admettre que le grand juriste hollandais n'ait eu déjà — fût-ce sans l'avoir complètement développée et minutieusement exposée — la conception d'une Société des Nations.

1. Notamment au Livre III page 468.

CHAPITRE IV

SULLY

Celui que l'histoire connaît sous le nom de Sully naquit en l'an 1560 à Rosny près Paris. Il était fils de François de Béthune, se prénommaît Maximilien. Après avoir longtemps porté en souvenir de sa bourgade d'origine le nom de Rosny, il prit le titre de duc de Sully. La terre de Sully est un petit duché de la rive gauche de la Loire. Longtemps attachée à la famille de Béthune, érigée en baronnie dès le ^{xv}^e siècle, elle fut rachetée en 1602 par Maximilien de Béthune aux La Trémoille aux mains de qui elle était passée.

Sully fut dès l'âge de douze ans présenté au roi de Navarre Henri, son aîné de sept ans. Une vigoureuse amitié lia bientôt les deux jeunes gens. Elle ne cessa qu'avec l'assassinat du roi en 1610.

La figure de Sully est de celles qui se détachent avec

un relief saisissant. Brave au point d'être tenu pour un maître par Crillon, bon juge en la matière; économe et intègre quand il géra les finances publiques, mais assez soucieux cependant de ses propres intérêts pour arrondir notablement sa fortune — réformé rigide mais large en politique au point de pousser Henri IV à abjurer la religion protestante -- indépendant vis-à-vis du roi et lui faisant hardiment reproche de ses prodigalités, Sully fut incontestablement le bon génie d'Henri IV.

La vive affection qui unissait le roi et le ministre, les hauts postes confiés à Sully, firent véritablement de Sully un autre soi-même pour Henri IV. Non content de gérer les affaires de l'État, le ministre intervenait dans les dissensions entre le roi et la reine, entre le roi et les favorites.

Il est donc malaisé de discerner dans l'œuvre de Sully la part d'Henri IV. Et quand après la mort du roi son ami, Sully se fût retiré sur ses terres, démis de la plupart de ses charges (la grand-maîtrise de l'artillerie et des fortifications, le gouvernement de la Bastille, la grande voirie de France) nommé par Louis XIII maréchal de France, il écrivit alors ses mémoires.

Là encore on ne saurait dire avec précision si le ministre n'a pas donné comme siennes des réformes dues seulement au monarque. En tout cas l'on ne saurait nier que Sully sut faire prospère une France qu'avait pacifiée Henri IV. Et quand Sully en décembre

1641 s'éteignit à quatre-vingt-deux ans, ce fut au milieu de l'universel respect. Il est au contraire fort possible que le ministre dans ses Mémoires ait attribué au feu roi tels projets qui sont dus à la féconde imagination de Sully.

C'est un de ces projets que nous voudrions examiner ici. Il nous apparaît comme une curieuse conception de fédération des nations européennes, comme une première ébauche de ces Etats-Unis d'Europe tant prophétisés par Victor Hugo, en somme comme un lointain essai de la Société des Nations.

Ce projet est exposé sous le nom pompeux de « Grand Dessein du Roy. » Il est relaté dans l'ouvrage que fit imprimer Sully en son château en 1638 et qu'il intitula « Mémoires des sages et royales économies d'État domestiques, politiques et militaires de Henry le Grand, l'exemplaire des rois, le prince des vertus, des armes et des lois et le père en effet de ses peuples françois et des servitudes utiles, obéissances convenables et administrations loyales de Maximilien de Béthune, l'un des plus confidens, familiers et utiles soldats du grand Mars des François. »

L'ouvrage est dédié « à la France, à tous les bons soldats et tous peuples François » Le ton de ces Mémoires est oratoire, souvent même redondant. La forme en est bizarre. Sully ne raconte jamais rien à la première personne. Ce sont des secrétaires qui sont censés narrer au ministre le règne de son souverain,

les réformes accomplies, les projets échafaudés. Ils disent : Vous avez accompli ceci ; vous avez médité cela. Il est au reste fort plausible que Sully qui s'entoura constamment d'un grand faste, qui avait ses gardes, ses officiers et sa maison, ait eu précisément chez lui à Villebon des secrétaires à ses gages, écrivant d'après les archives du château l'histoire du roi et du ministre. Sully aurait ainsi simplement contrôlé le travail de ses historiographes.

Le Grand Dessein du Roy est relaté aux tomes septième et huitième des Économies royales. Il consiste essentiellement en l'instauration d'une République européenne, et, auparavant, en la destruction de la Maison d'Autriche, obstacle à toute paix générale et durable.

Sully exposé d'abord ce qui a trait à la constitution de cette République, puis développe le plan dirigé contre les Impériaux. Mais il est clair que la logique doit renverser cet ordre. Un nouvel état des choses politiques, conforme aux vues d'Henri IV n'aurait pu être établi par le roi qu'après une sienne victoire totale sur la Maison d'Autriche. Une fois de plus c'est par une guerre quasi générale et par elle seule qu'aurait pu être fondée une paix nouvelle.

La partie du Grand Dessein qui vise la ruine de l'Empire est d'un ordre tout à fait pratique. Il s'agit d'édifier une coalition qui puisse détruire cette puissance dont les agressions constantes faisaient un

danger européen. Cette coalition fut préparée dès 1601 par un vaste réseau d'alliances. Contre l'Espagne Henri IV s'allie avec les Provinces Unies (pour lesquelles il avait obtenu la Trêve d'Anvers), — avec Elisabeth et Jacques I^{er} d'Angleterre; avec Venise; avec la Toscane, Mantoue, Rome; avec la Savoie gagnée par un subside de douze millions et l'appât du Milanais; — au cœur même de la monarchie espagnole il comptait des alliés dans les Morisques de Valence et d'Aragon.

Contre l'Autriche, Henri IV s'unissait aux protestants de Bohême et de Hongrie, aux princes de l'Allemagne du Nord, aux membres de l'Union Évangélique de Hall : l'électeur Palatin Frédéric IV, le comte de Neubourg, le landgrave de Hesse et l'électeur de Brandebourg. Le duc de Bavière d'autre part, le catholique Maximilien, chef de la Ligue, tenté par l'offre de la couronne impériale promettait son appui. Les Scandinaves de Suède et de Danemark proposaient leur alliance. La Turquie enfin, travaillée par Savary de Brèves assurait la France de son concours.

La coalition s'organisait donc avec une grande sûreté de vues dans la politique française. Une occasion favorable d'intervention semblait se présenter au printemps de 1609 avec l'ouverture de la succession de Clèves et de Juliers. Mais dès l'année suivante, le roi de France, âme de la guerre future, tombait sous le poignard de Ravallac.

Il importe avant tout de bien considérer la noblesse

des desseins que Sully assigne à son roi. Ce n'est pas par soif de domination et par goût de conquête qu'Henry IV rêvait de ruiner la Maison d'Autriche. C'était pour abaisser un État qui depuis un siècle avait attaqué ou asservi tous les autres. C'était surtout pour instaurer sur les ruines de cette maison un ordre politique selon l'équité. La situation n'est pas sans rappeler *mutatis mutandis* la lutte de l'Entente contre les Empires Centraux et les buts que s'était assignés celle-ci en soutenant la guerre.

L'Autriche écrasée, Henri IV, si l'on en croit Sully, aurait fait de l'Europe une manière de fédération chrétienne qui en resserrant les relations entre les Etats européens, en les faisant membres d'une même organisation politique, eût à l'avenir évité les guerres entre eux. C'est en somme — réduite à l'Europe — la conception même de la Société des Nations.

La première condition nécessaire pour réaliser ce « haut et magnifique dessein de Henri le Grand » eût été une refonte totale de la carte d'Europe. Au lieu des quelque quarante Etat. que comptait alors l'Europe, il n'y aurait plus eu que quinze grandes puissances ou, comme dit Sully, quinze « potentats », quinze « dominations ». Ces quinze dominations auraient compris six monarchies héréditaires, cinq monarchies électives et quatre républiques.

La liste des monarchies héréditaires s'établit de la

façon suivante : la France agrandie de la Lorraine, de la Savoie et de quelques provinces belges ; l'Espagne ; l'Angleterre ; la Suède ; le Danemark ; et la Lombardie qui se serait adjoint le Piémont.

Les monarchies électives auraient été les États de l'Église accrus du royaume de Naples ; l'Empire fort diminué ; la Pologne ; la Hongrie ; et la Bohême.

Quant aux républiques c'eurent été Venise, unie avec la Sicile ; les Provinces-Unies, formées de ce qu'on appelle aujourd'hui la Hollande et la Belgique ; la Suisse, agrandie de l'Alsace et du Tyrol impérial ; enfin une république dite italique qui aurait englobé tous les petits États de la péninsule.

Deux caractères du projet d'Henri IV frappent par l'importance que devait leur conférer ultérieurement l'Histoire. C'est le souci de l'équilibre entre les États d'Europe et c'est le respect des nationalités. La politique des divers États a en effet été généralement guidée dans les trois siècles qui ont suivi la mort d'Henri IV par le principe de la nécessité de l'équilibre européen et par le principe dit des nationalités.

Or le Grand Dessein comporte une réorganisation de l'Europe telle qu'aucune puissance n'ait la suprématie sur les autres. Si l'on considère en effet sur une carte la disposition des quinze dominations rêvées par Sully, on voit que ces nouveaux États n'eussent pas été très dissemblables d'étendue, et que leurs forces se fussent vraisemblablement d'une manière générale

équilibrées. Et c'est assurément une grande garantie de paix que d'éliminer du concert des nations un Etat qui par sa surface trop considérable ou ses forces trop éminentes constitue pour ses voisins une constante menace.

D'autre part aucune des quinze dominations du Grand Dessein ne forme une entité politique artificielle. Ce sont bien les terres françaises et elles seules qui reviennent à la couronne de France; l'Italie n'aura pas comme jusqu'alors des maîtres espagnols autrichiens ou français, mais tant la République Italique que le Lombardo-Piémont ou les États de l'Église constitueront des Etats purement italiens.

Sully ainsi non seulement a la sagesse d'organiser un nécessaire équilibre, mais il a aussi la justice de vouloir que les Etats nouveaux correspondent aux nations.

Pour ce qui est d'autre part des religions officiellement admises dans la république fédérative des quinze potentats, elles sont au nombre de trois : le Catholicisme, le Luthérianisme, le Calvinisme. Sans doute ce n'est pas encore le principe de la laïcité de l'Etat et le respect absolu de la liberté de conscience, et il est permis de supposer que le vieil adage « *Cujus regio ejus religio* » eût bien souvent gardé ses droits. Il n'empêche qu'en un temps où l'âpreté des guerres religieuses faisait les passions encore ardentes, il y avait quelque largeur de vues et quelque goût de la tolérance à admettre dans cette république chrétienne trois confessions différentes.

Pour resserrer les liens de droit entre les quinze nations composant la nouvelle Europe, le roy de France avait, selon Sully, imaginé de grouper ces nations en six « cercles ». A la tête de chaque cercle un pouvoir central appelé Conseil ou Grand Conseil. Les cercles et leurs conseils n'auraient pas constitué simplement un organe administratif comme est par exemple en France le département, échelon entre la commune et l'Etat; mais le Cercle eût formé une personne de Droit Public intermédiaire entre l'Etat et la fédération, un peu, toutes proportions gardées, comme l'Empire Britannique dans la hiérarchie des personnes du Droit international se place entre ses Dominions et la Ligue des Nations.

Les Conseils des Cercles auraient réglé à l'amiable les différends et dirigé les rapports de toute nature entre les Etats qui les eussent constitués.

Enfin au dessus de ces conseils, Sully imagine une Diète souveraine, représentant la République chrétienne elle-même. Cette Diète aurait connu de tous les desseins de guerre ou de paix des Etats fédérés; elle aurait eu compétence pour juger les appels fournis des décisions rendues par les six grands conseils; enfin elle aurait constitué un tribunal suprême d'arbitrage chargé de maintenir l'ordre et la paix. La guerre d'ailleurs n'eût été bannie que du sein de la République européenne : les Russes et les Turcs invités à y adhérer se seraient vus au cas d'un refus contraints par la force

des armes d'entrer dans cette amphyctionie paneuropéenne.

Telest dans ces traits principaux le Grand Dessein attribué par Sully au roi Henri IV. On voit qu'il consiste essentiellement en une confédération des Etats d'Europe jusqu'alors constamment en guerre les uns contre les autres. Sans doute Sully restreint à l'Europe ses projets d'organisation. Mais qu'étaient pour les contemporains de Sully, l'Asie et l'Afrique sinon des terres à épices, mystérieuses et lointaines ? Quant aux Amériques, le Sud n'était que colonies et le Nord à l'époque où fut conçu le Grand Dessein n'avait vu encore aborder ni Samuel Champlain ni les pèlerins du May Flower. En groupant donc pour des fins pacifiques les seuls Etats d'Europe, c'est tout le Monde civilisé, comme les rédacteurs du Covenant de 1919, que voulait grouper l'auteur du Grand Dessein.

Aussi par son ampleur de vues, par l'esprit de tolérance qui s'y manifeste, par le souci d'éviter les guerres à l'avenir grâce à une juste refonte territoriale de l'Europe et grâce au jeu régulier d'une Cour arbitrale internationale, estimons-nous que Sully a eu véritablement la conception d'une Société des Nations.

Et si d'aucuns objectent que l'auteur d'un tel projet nécessitant une transformation complète de la carte européenne, se classe par cela même parmi les sujets du Royaume des chimères ou les habitants de l'île d'Utopie, que ne considèrent-ils que le génie de Napo-

l'éon bouleversa les Etats en moins d'une décade et que l'Entente victorieuse, en moins d'un lustre traça pour les nations des frontières neuves ! Ne suffit-il pas au reste de l'opiniâtre action des hommes de bien pour faire des généreuses rêveries d'hier la réalité de demain ?

DEUXIÈME PARTIE

Le XVIII^e Siècle

En 1713 les idées de Sully sur l'organisation de la paix, sont reprises, simplifiées et profondément transformées par un abbé philosophe : Charles Irénée Castel de Saint-Pierre.

Puis il passe sur le monde un grand souffle de liberté. Les Révolutionnaires et les philosophes français conçoivent un Droit des Gens nouveau. L'idée d'une Société des Nations va s'éclairer par les principes de liberté qui doivent présider aux rapports des peuples entre eux comme aux relations des individus.

En même temps en 1789 l'anglais Jérémie Bentham applique sa doctrine utilitaire à la recherche d'un système de paix perpétuelle.

Quelques années après en 1795 la philosophie allemande rénovée par Kant et fortement influencée quant au Droit Public par les nouveaux principes de la révolution française s'attache à son tour à la question de l'établissement entre les peuples d'une paix permanente.

CHAPITRE PREMIER.

L'Abbé de Saint-Pierre

Charles Irénée Castel de Saint-Pierre naquit au château de Saint-Pierre l'Eglise le 18 février 1658. Il mourut à Paris en 1743.

Abbé plutôt par pis-aller que par vocation (il n'entra dans les ordres que parce que trop délicat pour la carrière des armes.) Il mourut, dit d'Argenson, en incroyant, ayant fait ses devoirs de chrétien « par complaisance pour sa famille ».

Une vive amitié pour le géomètre Varignon à qui l'abbé ouvrit sa bourse avec une rare délicatesse, remplit les années de jeunesse de Saint-Pierre. Puis il vient à Paris en 1686. La lamentable fin du règne de Louis XIV et l'influence du parti des ducs (Saint-Simon, Chevreuse, Bonlainvilliers, Fénelon) amènent l'abbé à juger sans indulgence la politique du roi. Et s'il en-

tra grâce à la marquise de Lambert à l'Académie, il en fut bientôt rayé à l'instigation du Régent.

Les malheurs n'abattent point son énergique activité. On le voit à soixante-six ans fonder place Vendôme le premier des cercles, le Club de l'Entresol où l'on trouve « bons sièges, bon feu en hiver, joli jardin en été » thé et liqueurs fraîches. Il continue aussi d'écrire et achève ce traité sur la paix perpétuelle qui offre une très curieuse conception d'une véritable Société des Nations.

C'est que peu d'hommes en vérité plus que l'abbé de Saint-Pierre furent des remueurs d'idées, des semeurs du nouveau. S'il n'eut pas la forme colorée d'un Rousseau ou le style incisif d'un Voltaire, du moins exprima-t-il autant qu'eux ce ^{xviii}e siècle inquiet de réformes et qui fait craquer comme un vêtement trop étroit une monarchie usée. Tous les sujets propres à passionner un esprit avide de mieux social tentent la plume de l'abbé. Toutes les questions que cent et deux cents ans plus tard examinera l'opinion, libérée de ses chaînes, déjà il les agite.

Saint-Pierre songe à réformer l'armée. Il veut des soldats de profession, mais à qui une subsistance soignée et une solde qui tienne compte des dangers courus inspire le goût de leur métier. Il veut aussi des généraux prompts dans la conception et prompts dans l'exécution. Et il trace un portrait du chef d'armée-type où quelque quatre-vingts ans d'avance on reconnaît déjà Bonaparte.

Saint-Pierre étudie la guerre sur mer et construit une tactique nouvelle : pour la flotte supérieure en nombre, chercher le contact avec l'escadre ennemie et l'écraser ; pour la flotte moins nombreuse au contraire se réduire à une sorte de guérilla navale, courir sus aux vaisseaux de commerce ennemis et les capturer.

Saint-Pierre s'élève contre les décorations et les titres d'une conception périmée. Plus de Saint-Esprit « cette création puérile d'Henri III ». Plus de marquis, de ducs « ces fainéants honorés » mais seulement trente comtes et soixante vicomtes dont les titres purement voyageurs récompenseraient ainsi le seul mérite personnel.

Saint-Pierre veut une réforme générale du gouvernement. A la place des offices dont trafique l'Etat, des Conseils hiérarchisés et qui soient élus par des compagnies c'est-à-dire des collèges électoraux représentant les divers ordres de la nation. C'est ce que l'abbé appelle la Polysynodie et le scrutin perfectionné. C'est déjà le régime représentatif.

Saint-Pierre demande que l'Etat ait ses annalistes. Il veut des « dénombrements » c'est-à-dire des recensements. Et il prône l'utilité de la statistique.

Saint-Pierre édifie tout un plan de réorganisation judiciaire. Il demande des magistrats indépendants propose la revision des ressorts des Parlements et la suppression du langage juridique « ces vieux termes qu'on ne comprend plus. »

Il ne suffit pas au reste à l'abbé de Saint-Pierre d'être un politique aux vues neuves. Il est économiste aussi. Il prévoit le machinisme. Avant Adam Smith, il proclame le travail source de la richesse et avant Turgot réclame la suppression des douanes intérieures.

Il est financier. En 1731 il présente un Mémoire sur la taille tarifée où plus d'un demi-siècle avant la Révolution et l'auteur de la Richesse des Nations, il demande la suppression de l'arbitraire et le caractère proportionnel dans l'impôt.

Il est sociologue. Il s'élève contre l'internat comme mode d'éducation; il combat le célibat des prêtres, attaque la pratique du duel.

Enfin, synthèse de son œuvre il publia en 1713 et y revint souventes fois par la suite ce projet de Paix perpétuelle par où se rejoignent son déisme, ses constructions politiques et ses vues sociales.

Ainsi les quatre vingt-cinq années de l'existence de l'abbé de Saint-Pierre sont animées du même souci constant de voir à la nation un gouvernement qui la fasse plus prospère et à l'humanité un organisme politique qui lui assure les bienfaits de la paix. Saint Simon écrira sur lui : « Il avait de l'esprit, des lettres, des chimères. » C'est trop peu dire. C'est oublier la vigoureuse indépendance d'esprit dont fit preuve l'abbé. S'il fut rayé de l'Académie c'est pour avoir refusé à Louis XIV le surnom posthume de grand et pour avoir énergiquement blâmé sa politique. C'est

oublier aussi le souffle généreux et humain qui inspire tous les écrits de Saint-Pierre. Et le moins que puisse faire la postérité c'est de souscrire, mais en le dégageant de toute ironie, au jugement que porta le cardinal Dubois sur les œuvres de l'abbé : « Ce sont là, dit-il, les rêves d'un homme de bien. » Il nous paraît que ces rêves ne sont pas si éloignés de la réalité d'aujourd'hui.

Le projet de Paix perpétuelle de l'abbé de Saint-Pierre fut édité pour la première fois, semble-t-il, à Cologne en 1712, sous le titre de « Mémoires pour rendre la Paix perpétuelle. » Mais les idées de Saint-Pierre sur la paix s'étaient certainement fixées depuis plusieurs années déjà ; même on les connaissait ; c'est à cause d'elles que l'abbé de Saint-Pierre fut emmené à la Haye par Polignac, plénipotentiaire au Congrès. En 1713 l'abbé reprend ses conceptions et les élargit en deux volumes publiés à Utrecht et intitulés « Projet pour perpétuer la paix et le commerce en Europe. » C'est là la forme la plus complète des vues de l'abbé de Saint-Pierre sur l'organisation de la paix. Il devait néanmoins publier encore en 1717 son « Projet de traité pour la paix perpétuelle entre les souverains chrétiens, proposé autrefois par Henri le Grand. »

Ce qui anime tout d'abord les projets de l'abbé c'est un pacifisme généreux qui n'est pas sans rappeler les beaux élans de l'auteur du Nouveau Cynée. La véritable gloire des princes selon Saint-Pierre consiste

« à procurer l'utilité publique et le bonheur de leurs sujets. » Il blâme « l'excessive dépense... de ces multitudes de forteresses et de cette énorme quantité de troupes qui absorbe (aux souverains) leurs revenus et devient toujours plus à charge à leurs peuples et à eux mêmes. » Si l'on n'entreprenait pas tant de guerres « le prince beaucoup plus riche serait en état d'exciter le commerce, l'agriculture, les arts, de faire des établissements utiles qui augmenteraient encore la richesse du peuple et l'État serait avec cela dans une sûreté beaucoup plus parfaite que celle qu'il peut tirer de ses armes et de tout cet appareil qui ne cesse de l'épuiser au sein de la paix. » L'horreur de la guerre apparaît à l'abbé avec une netteté et une intensité remarquables. Il voit le peu de profit que retire de sa victoire une nation « Le vainqueur, écrit-il, toujours plus faible qu'avant la guerre n'a de consolation que de voir le vaincu plus affaibli que lui ». Il voit les maux économiques succédant au conflit armé. « Ce mal qu'on n'aperçoit point d'abord, se fait, dit-il, cruellement sentir par la suite ; et c'est alors qu'on est étonné d'être si faible pour s'être rendu si puissant. » Enfin l'abbé de Saint Pierre s'élève à une haute impartialité objective. « C'est une erreur, écrit-il, de ne songer qu'à ses prétentions sur les autres et d'oublier celles des autres sur nous. » Que de conflits eussent en effet été évités à l'humanité si les deux parties avaient examiné leur cause avec une si sereine bonne foi !

« L'impraticable paix de l'abbé de Saint-Pierre » selon l'ironique alexandrin de Voltaire était présentée par son auteur comme un simple « éclaircissement » du grand Dessein d'Henri IV. Mais ce fut là, semble-t-il, seulement une innocente habileté de la part de de l'abbé pour mieux faire accepter des grands son projet. Les conceptions de Saint-Pierre en effet sont par plus d'un côté différentes de celles de Sully. En particulier à l'encontre de Sully l'abbé de Saint-Pierre n'estime en rien un remaniement territorial opéré par la force comme la nécessaire préface d'une solide organisation de la paix. Ce serait à ses yeux bien mal ouvrir une ère de paix perpétuelle que de l'inaugurer par une guerre générale. D'autre part, le projet de l'abbé est plus étudié, plus précis en ses modalités. Enfin le ton général de l'œuvre n'a chez Saint-Pierre rien de dogmatique, ni d'oratoire : l'abbé se fait persuasif, convaincant ; il se suscite à lui-même des objections pour les réfuter ensuite ; il démontre les propositions les plus claires ; un effort continu se manifeste chez lui pour amener à sa cause les esprits influents.

Le style de l'abbé de Saint-Pierre encore que sans éclat a le mérite d'une grande clarté. Nous ne pouvons donc mieux faire que de citer ici la partie fondamentale de son œuvre : il s'agit d'un traité en cinq articles que l'auteur propose aux monarques de signer.

« Par l'article premier, les souverains contractants établiront entre eux une alliance perpétuelle et nom-

meront des plénipotentiaires pour tenir dans un lieu déterminé une Diète ou un Congrès permanent dans lequel tous les différends des parties contractantes seront réglés et déterminés par voie d'arbitrage et de jugement. »

Deux idées essentielles à toute conception d'une Ligue des Nations apparaissent dès ce premier article. C'est d'abord la nécessité non pas d'une entente temporaire et restreinte à quelques puissances mais bien d'une grande alliance perpétuelle. L'abbé de Saint-Pierre écrit de même ailleurs : « Je prétends montrer que le faux intérêt des souverains » est de demeurer comme ils sont dans des sociétés et des alliances partielles, passagères et alternativement dans des paix qui ne sont réellement que des trêves et dans des guerres, qui sont réellement perpétuelles, et seulement interrompues par des trêves douteuses et que leur vrai intérêt est de sortir de cette pernicieuse situation pour jouir enfin par une Société permanente des avantages immenses que leur procurerait une paix parfaitement solide. »

L'autre idée fondamentale est celle d'un Congrès permanent d'arbitrage. Ainsi comme l'ont demandé Suarez, Crucé, Grotius et Sully, le règne de la justice serait substitué à celui de la force.

« Par le deuxième (article), poursuit l'abbé, on spécifiera le nombre de souverains dont les plénipotentiaires auront voix à la Diète, ceux qui seront

invités à accéder au traité, l'ordre, le temps, la manière dont la présidence passera de l'un à l'autre par intervalles égaux, enfin la quotité relative des contributions et la manière de les lever pour fournir au dépenses communes. »

On voit combien l'abbé de Saint-Pierre a envisagé de problèmes aujourd'hui précisément soulevés : l'admission au sein de la Grande Alliance d'autres États que les premiers fédérés; la procédure destinée à assurer la présidence de la Diète; la solidarité financière entre les membres de l'Alliance, etc.

« Par le troisième (article) la Confédération garantira à chacun de ses membres les possessions et le gouvernement de tous les États qu'il possède actuellement de même que la succession élective ou héréditaire selon que le tout est établi par les lois fondamentales de chaque pays, et pour supprimer tout d'un coup la source des démêlés qui renaissent toujours on conviendra de prendre la possession actuelle et les derniers traités pour base de tous les droits mutuels des puissances contractantes, renonçant pour jamais et réciproquement à toute autre prétention antérieure, sauf les successions futures contentieuses et autres droits à échoir qui seront tous réglés par l'arbitrage de la Diète sans qu'il soit permis de s'en faire raison par voie de fait ni de prendre jamais les armes l'un contre l'autre sous quelque prétexte que ce puisse être. »

Pour éviter à tout prix des conflits armés l'abbé

de Saint-Pierre fonde donc la paix sur un *status quo* territorial absolu. Et sans doute semblable conception nous choque. Stabilisera-t-on toutes les iniquités de l'histoire ? Que devient alors le principe des nationalités et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Il faut en réalité considérer que Saint-Pierre écrit en un siècle de despotisme où le vieil adage des légistes : « Si veut le roy, si veut la loi » est toujours vrai. Si les monarques adhèrent au pacte suggéré par l'abbé le but visé sera atteint. Car alors nul ne s'inquiète des aspirations des peuples. Cela posé on ne peut qu'admirer cette idée de soumettre à l'avenir à l'arbitrage du tribunal fédéral permanent toutes les successions litigieuses. Et, toutes réserves faites quant à la ratification de l'assiette territoriale des Etats d'alors, Saint-Pierre écrit en somme plus de deux cent ans à l'avance l'article du Covenant de 1919 par lequel les nations signataires du pacte se garantissent réciproquement leurs frontières.

« Par le quatrième (article) on spécifiera, écrit l'abbé de Saint-Pierre, les cas où tout allié infracteur du traité serait mis au ban de l'Europe et proscrit comme ennemi public, savoir s'il refusait d'exécuter les jugements de la Grande Alliance, qu'il fit des préparatifs de guerre, qu'il négociât des traités contraire à la Confédération, qu'il prit les armes pour lui résister ou pour attaquer quelqu'un des alliés. Il sera encore convenu par le même article qu'on armera et agira offensive-

ment, conjointement et à frais communs contre tout Etat au ban de l'Europe jusqu'à ce qu'il ait mis bas les armes et exécuté les jugements de la Diète. »

Rarement, pensons-nous, le Droit sanctionnateur, indispensable complément de Droit déterminateur a été aussi solidement constitué. On dira bien : Mais alors c'est la guerre endémique ? Non, il est clair que la crainte pour un Etat de voir se liguer contre lui la totalité des autres membres de la Confédération, suffira à l'empêcher de recourir à une guerre d'ailleurs sans espoir. De même en droit interne dans un État bien gouverné il est bien rare que les malfaiteurs engagent avec la police une lutte ouverte : le prestige des gendarmes et la force dont ceux-ci disposent suffisent presque toujours à assurer la tranquillité et l'ordre public.

Enfin le dernier article du projet de traité de l'abbé de Saint-Pierre prévoit fort judicieusement que l'expérience pourra montrer la nécessité de modifications au pacte. Cet article stipule que « les plénipotentiaires du Corps Européen auront toujours le pouvoir de former dans la Diète à la pluralité des voix et sur les instructions de leurs cours les règlements qu'il jugeront importants pour procurer à la République Européenne tous les avantages possibles et — à l'unanimité des voix — ils pourront apporter des changements à ces cinq articles fondamentaux ».

Ainsi donc le projet de paix perpétuelle de l'abbé de

Saint-Pierre s'affirme à la fois très simple et très cohérent : un traité de cinq articles essentiels qui fasse des Etats d'Europe non pas comme le voulait Sully un Etat fédéral imposé mais bien une libre confédération — ; un cour permanente d'arbitrage — un règlement disposant la façon dont sera attribuée la présidence et toutes autres questions d'organisation interne ; — le maintien provisoire du *statu quo* territorial et la garantie réciproque des frontières — la solidarité financière — une action commune contre l'infracteur du pacte — et la possibilité d'apporter au traité les modifications devenues nécessaires.

Toutefois les temps n'étaient pas révolus. Les esprits étaient si peu préparés à une œuvre si sublime que les projets de l'abbé de Saint-Pierre apparurent comme de pure schimères. Voltaire, Rousseau, Leibniz le raillèrent à l'envi.

Jean-Jacques Rousseau¹ ne peut croire que des monarques consentent à sincèrement travailler pour la paix générale. « Distinguons, écrit-il, l'intérêt réel (des rois) et leur intérêt apparent. Celui-ci se trouve dans l'état d'indépendance absolue qui les soustrait à l'empire de la loi pour les soumettre à celui de la fortune..... Toute l'occupation des rois ou de ceux qu'ils chargent de leurs fonctions se rapportent à deux seuls

1. Jugement sur la Paix perpétuelle.

objets : étendre leur domination au dehors et la rendre plus absolue au dedans ; toute autre vue ou se rapporte à l'une de ces vues ou ne leur sert que de prétexte ; telles sont celles du bien public, du bonheur des sujets, de la gloire de la nation ».

Quant aux différends entre prince et prince, dit encore Rousseau, peut-on espérer de soumettre à un tribunal supérieur des hommes qui s'osent vanter de ne tenir leur pouvoir que de leur épée et qui ne font mention de Dieu même que parce qu'il est au ciel ? Les souverains se soumettront-ils dans leurs querelles à des voies juridiques, que toute la rigueur des lois n'a jamais pu forcer les particuliers d'admettre dans les leurs ? Un simple gentilhomme offensé dédaigne de porter des plaintes au tribunal des Maréchaux de France et vous voulez qu'un roi porte les siennes à la Diète Européenne ? Encore y a-t-il cette différence que l'un pèche contre les lois et expose doublement sa vie au lieu que l'autre n'expose guère que des sujets, qu'il use en prenant les armes d'un droit avoué de tout le genre humain et dont il prétend n'être comptable qu'à Dieu seul ».

Leibniz de son côté raille amèrement le projet de Paix Perpétuelle dans une lettre à Grimarest. « J'ai vu quelque chose, écrit-il, du projet de Monsieur de Saint-Pierre.....Je me souviens de la devise d'un cimetière avec ce mot : *pax perpetua*. Car les morts ne se battent point ; mais les vivants sont d'une autre humeur et les

puissants ne respectent guère les tribunaux. Il faudrait que tous ces messieurs donnassent caution bourgeoise ou fissent un dépôt dans la banque du tribunal.

Et après avoir par plaisanterie imaginé et le pape et l'empereur tour à tour chef de la république européenne, Leibniz conclut : « Voilà des projets qui réussiront aussi aisément que celui de M. l'abbé de Saint-Pierre ; mais puisqu'il est permis de faire des romans, pourquoi trouverions-nous sa fiction mauvaise qui nous ramènerait à l'âge d'or ? »

Depuis le XVIII^e siècle l'évolution des idées a fait que le scepticisme qu'on rencontrait alors même chez les penseurs quant à l'établissement d'une fraternelle alliance entre les peuples, ne se trouve plus aujourd'hui, même dans la masse des hommes sans grande culture.

Mais cet esprit de doute et de raillerie si répandu au temps de l'abbé de Saint-Pierre ne doivent que nous faire estimer davantage celui qui eut assez de foi en la justice et assez de sérieux dans l'esprit pour concevoir déjà alors et de façon si heureuse une véritable Société des Nations.

CHAPITRE II

Les Révolutionnaires

Par « Révolutionnaires » nous entendons désigner et les penseurs qui firent la Révolution dans les esprits avant qu'elle fût réalisée dans les faits, et les politiques qui au sein des assemblées montrèrent à la France et au Monde de nouvelles directions spirituelles.

Chez tous ces esprits qu'animait un admirable souci du bien public la plupart des idées sur lesquelles repose la Société des Nations se manifestent déjà. Et cela seul suffit pour que nous les mentionnions. Le rôle de ces hommes au reste est de tout premier plan, comme on sait, dans l'histoire générale des idées.

Toutefois aucun d'entre eux n'apporte un de ces projets approfondis et presque trop minutieusement étudiés comme en produisit le xviii^e siècle. C'est que le siècle de la Révolution fut animé en vérité d'un

esprit tout à fait nouveau. « J'écris pour agir » a dit Voltaire et cette brève formule pourrait servir d'épigraphie à l'œuvre de tous les penseurs de son temps. En effet les esprits se tournaient alors tout entiers vers l'action. La lutte contre les privilèges, la guerre aux abus absorbèrent tout d'abord toute l'activité intellectuelle des grands esprits. Et quand eût éclaté cette Révolution que sentaient imminente et nécessaire tous les hommes réfléchis et sagaces, les hommes d'Etat, les Constituants et les Conventionnels n'eurent pas trop de toutes leurs forces pour édifier le nouvel ordre de choses social et politique et pour défendre la patrie contre les coalitions qu'ourdissait l'étranger.

Aussi ne trouve-t-on à peu près rien chez Voltaire qui annonce une conception fraternelle des rapports entre les nations. S'il raille les conquérants, s'il maudit parfois la guerre et les ruines qui lui font cortège on le voit par contre (en particulier dans le dictionnaire philosophique) exercer sa verve contre les songeux qui rêvent de paix perpétuelle.

De même Diderot qui dans l'Encyclopédie n'a guère écrit sur la paix, la guerre et ses horreurs que des pages simples commentaires de l'antique « *bellamatribus delectata* ».

De même Montesquieu. S'il répudie toute guerre offensive, il définit encore la conquête « un droit nécessaire, légitime et malheureux. »

Cependant tous ces penseurs eurent très net le sen-

timent d'une solidarité entre les hommes de toute race et de toute religion. Car chez eux la communauté internationale déborde le christianisme. A leur institution le droit public se laïcise. Il ne s'agit plus de cette « République Chrétienne » dont rêvait Sully et qui encore à l'aube des temps modernes¹ préside à la signature des traités. Au XVIII^e siècle on parle d'une « cité humaine. »

Sans doute Louis XIV signe encore à Rostadt en 1714 une « paix chrétienne » avec l'empereur; sans doute la paix de Fontainebleau en 1762 invoque encore la « Très Sainte Trinité » mais déjà elle est conclue « pour le bien de l'humanité en général ». Un siècle plus tôt l'on n'eût pas rencontré semblable formule.

L'influence profonde des philosophes sur l'évolution des esprits ne saurait évidemment être niée. Et s'ils n'apportèrent pas des projets détaillés de Société des Nations, ils ne furent pas moins par leur généreux cosmopolitisme et par leur belle ampleur de vues de ceux qui travaillèrent le mieux pour ce « bien de l'humanité en général » dont parle le traité de 1762 et de ceux qui permirent dans des temps ultérieurs l'établissement d'une Société des Nations.

L'un des philosophes, Jean-Jacques Rousseau, mérite d'autre part une place spéciale dans une galerie

1. La paix entre François I^{er} et Charles Quint en 1525 est encore signée au nom de la République Chrétienne.

des précurseurs de la Ligue des Nations. Son génie s'est arrêté à plusieurs reprises sur le problème de l'établissement entre les peuples d'une paix durable. Avec son sérieux coutumier, Rousseau dédaigne les ironies faciles. « Jamais projet plus grand, écrit-il, dans son Discours sur l'Inégalité, plus beau ni plus utile n'occupa l'esprit humain que celui d'une paix perpétuelle et universelle entre tous les peuples de l'Europe. » Et il pense dès lors à élargir le Contrat social sur lequel il a pu fonder en raison la société internationale et à lier juridiquement l'un à l'autre les peuples divers. « Les corps politiques, dit Rousseau, restant entre eux dans l'état de nature se ressentiront bientôt des inconvénients qui avaient forcé les particuliers d'en sortir, et cet état devient encore plus funeste entre ces grands corps qu'il ne l'avait été entre les individus¹. » Ainsi s'affirme le concept chez Jean-Jacques Rousseau d'une communauté juridique universelle. Dans le Contrat social, voulant montrer l'importance du lien existant entre le citoyen et la cité, il dira expressément, élargissant et amplifiant son raisonnement : « L'établissement des petites républiques nous fait songer à la grande. »

L'esprit de réalisation pratique qui se mêle si heureusement chez Rousseau à une géniale ampleur de conceptions, lui fait toutefois apercevoir avec une

1. Discours sur l'Inégalité.

netteté singulière le vice inhérent à toute Ligue des Nations ou toute autre institution semblable. Que vaudra un pacte juré le jour où l'intérêt dynastique ou l'appétit des conquêtes parleront ? Rousseau écrit en effet au milieu d'une Europe où l'absolutisme règne en chaque Etat et où tout droit des peuples est étouffé. Il peut dire dès lors¹ : « Quant à ce qu'on appelle droit des gens, il est certain que faute de sanctions, ses lois ne sont que chimères plus faibles encore que la loi de nature. Celle-ci parle au moins au cœur des particuliers, au lieu que le droit des gens n'ayant d'autre garant que l'utilité de celui qui s'y soumet, ses décisions ne sont respectées qu'autant que l'intérêt les confirme. »

Et parlant ailleurs des traités² Jean-Jacques Rousseau dit encore : « ... tout cela peut lier le faible au fort et ne lie jamais le fort au faible. »

C'est qu'en réalité l'établissement d'une sanction des décisions prises est la question pratique fondamentale de toute Société des Nations. Bien avant le Covenant de 1919 les Conférences de la Haye avaient bien établi une Cour arbitrale internationale. Mais le respect des arrêts dépendait de la seule bonne foi des condamnés. Aussi les jugements de la Haye étaient ils plus souvent inspirés par un esprit diplomatique cherchant à concilier les parties que par un véritable

1. Fragment relatif à l'état de guerre. Edition Dreyfus-Brissac.

2. Œuvres inédites. Edition Streheisen-Moulton.

esprit juridique visant à trancher nettement le différend. Et les nations ne vivaient pas véritablement dans un état de société.

Or pour obvier précisément à cet élément menaçant pour la paix du Monde que constituerait dans une organisation internationale l'impudence des Etats les plus puissants, Jean-Jacques Rousseau imagine la constitution d'une république fédérative des petits Etats ». Grâce à cette constitution le fort serait bien lié au faible comme le faible l'est au fort ; il existera entre les Etats, petits ou grands, tous sujets de droits, cette réciprocité sans lequel aucun droit public ou privé ne peut être établi. Sans doute ce n'est pas encore l'organe, créé du consentement unanime de toutes les nations pour assurer le respect des décisions d'un tribunal commun et pour assurer le maintien de la paix. Mais en pratique le même résultat sera atteint. Quelle grande puissance osera attaquer la Confédération de toutes les petites ? Cette confédération sera donc d'abord une alliance défensive et pacifique. Mais elle pourra devenir mieux, en acceptant dans son sein, tel grand Etat qui aura donné toutes garanties de ses intentions non belliqueuses. La république fédérative conçue par Rousseau — si on l'éclaire à la lumière des idées du philosophe sur les rapports internationaux — apparaît donc comme un lointain ancêtre de notre Ligue des Nations.

Moins de quinze ans après la mort de Jean-Jacques

Rousseau, les assemblées révolutionnaires allaient sanctionner les vues du grand Gênois sur le Droit International. Le fondement moral en effet de toute Société des Nations est constitué par l'idée qu'il existe entre tous les peuples une étroite solidarité et par le vœu que cette solidarité se manifeste avant tout par un esprit fraternel capable d'éviter les guerres à la cité humaine.

Rien, pensons-nous, ne saurait être plus significatif de l'évolution qu'avaient alors accomplie les esprits que de voir ces conceptions d'un internationalisme généreux, cesser d'être l'apanage d'un penseur qui médite en la solitude de son cabinet pour appartenir à de grandes collectivités représentant toute une nation comme le furent les Assemblées Révolutionnaires.

Déjà à l'aube de la révolution la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen dénote un esprit nouveau. Non seulement sont posés alors les principes que nul gouvernement ne pourra franchir sans despotisme, non seulement est alors établie selon l'heureuse expression de Talleyrand « la loi du législateur », mais encore ces principes, cette loi sont établis pour l'universalité des hommes. Il s'agit en effet de proclamer non pas les Droits du Français mais les Droits de l'homme.

Or si tous les membres de la famille humaine ont ainsi les mêmes droits, combien il importe que les nations donnent dès lors un autre caractère à leurs

relations. Ces idées apparaissent clairement dans un beau discours prononcé à l'Assemblée Constituante par Volney en mai 1790 lors des débats sur le droit de paix et de guerre.

« Jusqu'à ce jour, s'écrie Volney, l'Europe a présenté un spectacle affligeant d'orgueil apparent et de misère réelle. On n'y comptait que des maisons de princes et des intérêts de familles. Les nations n'y avaient qu'une existence accessoire et précaire. On portait en dot des peuples comme des troupeaux... Vous changerez, Messieurs, un état de choses si déplorable; vous ne souffrirez plus que des millions d'hommes soient le jouet de quelques-uns qui ne sont que leurs semblables, et vous rendrez leur dignité et leurs droits aux nations. La délibération que vous allez prendre aujourd'hui a cette importance qu'elle va être l'époque de ce grand passage. Aujourd'hui vous allez faire votre entrée dans le monde politique. Jusqu'à ce moment vous avez délibéré dans la France et pour la France. Aujourd'hui vous allez délibérer dans l'Univers et pour l'Univers. Vous allez, j'ose le dire, convoquer l'Assemblée des Nations. »

Au témoignage de Barère le discours de Volney recueillit de grands applaudissements. Il en fut de même pour un projet de décret présenté aussitôt après par l'orateur; ce projet ne fut pas voté mais sa lecture fut, elle aussi, accueillie cependant d'un assentiment unanime.

Ce projet était ainsi conçu :

L'Assemblée déclare solennellement :

« 1. Qu'elle regarde l'universalité du genre humain comme ne formant qu'une seule et même société, dont l'objet est la paix et le bonheur de tous et de chacun de ses membres.

« 2. Que dans cette grande société générale les peuples et les Etats, considérés comme individus jouissent des mêmes droits naturels et sont soumis aux mêmes règles de justice que les individus des sociétés partielles et secondaires.

« 3. Que par conséquent nul peuple n'a le droit d'envahir la propriété d'un autre peuple, ni de le priver de sa liberté et de ses avantages naturels.

« 4. Que toute guerre, entreprise par un autre motif et pour un autre objet que la défense d'un droit juste, est un acte d'oppression, qu'il importe à toute la grande société de réprimer, parce que l'invasion d'un Etat par un autre Etat tend à menacer la liberté et la sûreté de tous.

« Pour ces motifs :

« L'Assemblée Nationale a décrété et décrète que la nation française s'interdit de ce moment d'entreprendre aucune guerre tendant à accroître son territoire actuel. »

Ainsi Volney et les Constituants concrétisaient par leurs délibérations les vues de Rousseau et des philosophes. Ainsi Volney selon le mot d'un contem-

porain, écrivait comme l'introduction au traité sur la paix perpétuelle que devait publier Kant en 1795.

Or les idées exposées par Volney dans son discours et son projet de décret sont parmi les plus importantes des idées admises dans le Droit international moderne et des idées constitutives de la Société des Nations.

Volney proclame en effet l'égalité juridique des États considérés comme des individus au sein d'une même société qui est la société des peuples. Et comme pour mieux affirmer son désir de grouper les peuples en une association universelle, Volney dans son projet de décret emploie à plusieurs reprises ce vocable de « société ». D'autre part ces principes une fois posés, il se rapproche encore bien plus sensiblement du Covenant de 1919. Et son article 1^{er} déclarant que l'Assemblée regarde « l'universalité du genre humain comme ne formant qu'une seule et même société, dont l'objet est la paix universelle et le bonheur de tous et de chacun de ces membres », constitue une définition très exacte de la Société des Nations telle qu'elle fut établie à Versailles, de l'esprit qui l'anime et des buts qu'elle se propose.

Volney va même plus loin. Il pose ce que l'on devait plus tard appeler le principe de non-intervention. Il flétrit toute guerre d'oppression, de conquête ou d'impérialisme. Enfin, se plaçant dans l'hypothèse d'une semblable guerre, « il importe dit-il, à toute la grande société de [la] réprimer, parce que l'invasion

d'un État par un autre tend à menacer la liberté et la sûreté de tous. » C'est très exactement sous une forme à peine différente l'article 11 du Pacte de Versailles qui stipule que toute guerre ou toute menace de guerre contre l'un des membres de la Société affecte la Société des Nations elle-même.

Ainsi donc près de cent trente ans avant le Covenant de 1919, un Constituant expose les principes mêmes qui devaient présider à la constitution d'une ligue des Nations. Et parti de l'idée des philosophes français et de Jean-Jacques Rousseau en particulier, de la liberté des nations et de l'universelle solidarité des peuples, il arrive à la conception d'une organisation groupant tous les États pour des fins pacifiques et employant leurs forces contre les fauteurs éventuels de guerres et d'agressions.

CHAPITRE III

Jérémie BENTHAM

Jérémie Bentham naquit à Londres en 1748. Il y mourut en 1832. Sa vie entière fut consacrée à l'étude des réformes capables de faire la société plus juste, mieux ordonnée, plus heureuse. Pas n'est besoin de rappeler ici le rôle de premier plan que joua Bentham dans cet adoucissement de la législation pénale qui fut une des marques du *xix^e* siècle, — ni la profonde influence qu'il exerça sur la refonte de l'Assistance Publique en Grande Bretagne.

Au sortir même des écoles de Westminster et d'Oxford, la vigueur agressive de sa jeune plume fit de Bentham un polémiste redouté. Le roi même ne fut pas épargné : il se vengea assez basement en retardant les projets de loi sur l'émancipation des catholiques et la taxe

sur les pauvres, projets votés par le Parlement à l'instigation du grand publiciste londonien.

Jérémie Bentham au reste avait l'esprit trop vaste et le cœur trop généreux pour s'en tenir à la polémique. Ses fortes études juridiques et ses méditations en firent un jurisconsulte et un sociologue que la postérité devait placer au premier rang. Enfin la philosophie l'attira, et il construisit un système de morale pratique et sociale fort original. Il y prêche la doctrine utilitaire de l'intérêt personnel, mais cette utilité chez lui est guidée toujours par la Raison et se confond pratiquement avec l'Ethique la plus pure.

Esprit universel et grand cœur, Bentham fut véritablement au sens le plus élevé du mot un citoyen du Monde. Ses voyages en tous sens à travers l'Europe l'éclairèrent sur bien des abus. Et il fit profiter de ses judicieux avis tour à tour les jeunes Etats-Unis d'Amérique, la Pologne, la Russie, où il rédigea toute une série de règlements agricoles, la France qui s'inspira de ses conceptions sur les impôts et sur l'organisation judiciaire. La Convention s'honora en faisant Jérémie Bertham citoyen français.

Le problème de l'établissement d'une paix permanente entre les nations ne pouvait pas ne pas tenter semblable esprit. C'est dans ses « *Principes de Droit International* » publiés en 1789 que Bertham expose ses idées sur la possibilité d'éviter les guerres à

l'avenir. Dans cet ouvrage il se montre par plus d'un côté un véritable précurseur de la Ligue des Nations.

Les Principes de Droit International de Jérémie Bentham tiennent en quelque quinze propositions qui se peuvent résumer en quatre ordres d'idées principaux.

Et d'abord Bentham, avec une très haute objectivité, vise à placer les nations sur un pied d'égalité. Il blâme la colonisation et s'attache à montrer que la Grande-Bretagne en particulier n'a aucun intérêt à posséder des colonies. Envisagée sous l'angle de l'intérêt, il ne semble pas que la thèse soutenue par le philosophe puisse être pleinement approuvée. Et ce serait chose bien superflue que de montrer quel intérêt puissant l'armée, la marine, le commerce, le prestige d'un pays peuvent tirer de vastes possessions coloniales. Mais que l'on n'oublie pas que l'intérêt pour Bentham se confond avec le juste. En vérité quand il entreprend de soutenir qu'aucune nation, la Grande-Bretagne non plus que les autres, n'a intérêt à être une puissance colonisatrice, il entend soutenir que la colonisation est chose injuste, l'injustice étant pour Bentham non pas tant dans la soumission de certains peuples sauvages à d'autres peuples se prétendant plus civilisés, que dans le fait pour un État colonisateur d'acquérir sur les autres États une prééminence constituant un danger de guerre permanent.

Ainsi comprises les attaques de Jérémie Bentham

contre la colonisation font partie intégrante de ses vues pacifistes. Il est clair en effet que l'Empire Britannique contemporain, puissance tentaculaire qui doit dans chaque contrée du globe défendre des intérêts militaires ou économiques et dont le drapeau abrite plus du quart de la population du Monde, constitue pour les États voisins un péril constant.

A l'heure où écrivait Bentham le domaine colonial de la Grande-Bretagne n'était pas à beaucoup près aussi considérable qu'aujourd'hui. Mais les deux grandes puissances coloniales étaient déjà la France et la Grande-Bretagne. Et Bentham souhaite une étroite entente franco-anglaise avec renonciation de chacune des deux nations à leurs colonies. Car il y aurait une inégalité dangereuse et choquante parmi les nations si telles d'entre elles pouvaient à l'exclusion des autres conserver outre-mer d'immenses possessions.

Ainsi pour Bentham si l'on veut établir entre les peuples un état de paix durable, il convient d'abord que les nations s'abstiennent de coloniser et tendent ainsi vers une relative égalité de puissance.

Cette vue du sociologue anglais rejoint donc, sinon dans les modalités d'application du moins dans le principe, cette idée de Sully qui voulait dans sa République Chrétienne des « dominations » de puissance équivalente. Mais surtout Bentham annonçait ainsi l'avenir. On sait la violence des attaques menées contre la colonisation et ses maux aux siècles suivants par

les diverses écoles socialistes érigées en partis politiques. On sait aussi comment l'article 19 du Covenant de Versailles a cherché à atténuer les effets, fâcheux pour la paix du monde, de la colonisation en instituant pour les peuples non encore aptes à se gouverner seuls le système de mandats confiés à telles nations déterminées par l'Assemblée Générale de la Société des Nations.

Or, si la constitution d'un ensemble de forces, dangereux pour les autres États, peut être évitée par l'abandon des colonies, il n'en est pas moins vrai que les nations, désireuses de troubler la paix du monde, pourraient en s'alliant les unes aux autres former des groupements de force tout aussi inquiétants pour la paix générale.

Aussi Bentham, toujours dans la même pensée, pour conserver entre les États une égalité de puissance, une équivalence de forces et un nécessaire équilibre, demande-t-il que les nations ne contractent entr'elles ni alliance offensive ni alliance défensive. Et, selon son habituelle méthode, le philosophe s'attache à montrer que les États n'ont pas intérêt à la conclusion d'alliances. Là encore Bentham réduit le juste et le bien à l'avantageux et à l'utile.

Notons en tout cas que le projet primitif du Pacte de la Société des Nations interdisait de même expressément aux États signataires de conclure des alliances. Et si cette clause disparut du Covenant par la suite,

ce fut du fait de considérations politiques, étrangères aux principes.

Enfin Bentham complète ses vues sur l'équilibre politique entre les nations en préconisant l'égalité économique entre elles. Prenant comme à l'accoutumée la Grande-Bretagne pour exemple, et pour base de raisonnement, Bentham s'élève contre les traités commerciaux accordant à son pays des avantages à l'exclusion des autres États.

On voit que par cette première conception d'un nécessaire équilibre entre les nations, les plaçant sur un pied d'égalité et dans l'ordre politique et dans l'ordre économique, Jérémie Bentham, s'il n'emploie pas l'expression de « Société des Nations » n'en émet pas moins plusieurs des principes qui ont présidé à la constitution de cette Société.

Ces principes posés Bentham en vient à la limitation des armements. Il veut montrer d'abord que la Grande-Bretagne n'a pas intérêt à maintenir tous les règlements (tels les primes au commerce, l'acte de navigation etc..) par lesquels elle maintient et augmente sa puissance navale. Puis, s'élevant du particulier à l'universel, Bentham expose que si l'on veut établir un plan de pacification générale et permanente de l'Europe, il faut réserver dans ce plan une large part à la conclusion de traités généraux et permanents limitant le nombre des troupes.

Là encore, Bentham annonce le Pacte de 1919 et son

article 8 qui prévoit une réduction réciproque et corrélative des armements pour toutes les nations.

Tous les hommes de bonne foi, en effet, et de bonne volonté s'accordent à reconnaître que c'est, sinon le plus sérieux, du moins un des plus graves dangers de guerre que l'accumulation des armements. Qui n'est tenté d'user de l'outil qu'il possède ? Et c'est bien souvent ici-bas l'arme qui fait le crime. Le monde a trop appris de nos jours à redouter les ruines et les deuils sans nombre semés par ceux qui voulaient garder leur poudre sèche et leur épée aiguisée pour ne pas apprécier hautement la proposition à la fois si utile et si équitable faite par le philosophe il y a cent trente ans.

Il est un troisième ordre d'idées par lequel Bentham annonce les idées contemporaines sur la paix, sur le Droit International et sur la Société des Nations. C'est lorsqu'il s'élève contre toute diplomatie secrète. Le secret dans la conduite des affaires étrangères est en effet, selon Bentham, inutile et également contraire aux intérêts de la liberté et de la paix. On ne saurait mieux dire. S'il est reconnu, en effet, que les tractations diplomatiques ne sauraient comme les débats d'un Parlement se dérouler *coram populo*, l'accord des gens de bien d'autre part et de tous les amis de la paix, ce qui est tout un, est fait sur ce qu'on ne saurait admettre que des conventions ignorées du peuple lient l'État auquel ressortit ce peuple, ni que des trai-

tés secrets soient conclus entre puissances impérialistes de manière à constituer pour les nations voisines un terrible péril insoupçonné.

En demandant la prohibition de tout accord secret entre les nations, Jérémie Bentham ne fait en réalité que rédiger, pour ainsi dire, un siècle à l'avance l'article 23 du Pacte de 1919 qui stipule que tout traité conclu par un membre de la Ligue des Nations devra être communiqué à tous les autres.

Enfin Bentham comme tous les penseurs qui méditèrent sur les possibilités et les modalités éventuelles d'une paix durable entre tous les peuples demande l'établissement d'une cour commune de justice qui prononcerait sur les différends entre les nations. C'est le projet même de Suarez, de Grotius, de Crucé, de Sully. C'est l'institution que Jean-Jacques Rousseau tout en la considérant avec scepticisme estimait nécessaire à la paix du monde, et que l'abbé de Saint-Pierre appelait si ardemment de toute son âme généreuse. C'est d'ailleurs, au jour où la Société des Nations quitta le domaine de la spéculation pure, pour entrer dans celui des réalités, la pièce maîtresse que forgèrent pour le nouvel organisme les négociateurs de 1919.

Toutefois, la création d'une Cour arbitrale internationale prend avec Bentham un caractère nouveau. Il prévoit en effet une Cour sans pouvoirs coercitifs. L'on pourrait supposer que cette conception de Bentham tient à ce que les « Principes de Droit Interna-

tional » ne tiennent dans son œuvre si considérable qu'une place relativement mince et que le philosophe a simplement esquissé là un plan de paix perpétuelle sans approfondir chaque question et sans chercher de quelle manière jouerait dans la pratique le droit nouveau qu'il édifie.

A notre avis, il n'en est rien. Avec Jérémie Bentham nous trouvons l'origine de la conception d'une Ligue des Nations telle que peuvent l'avoir les civilisations anglo-saxonnes. Ces civilisations en effet joignent à un sens très aigu des réalités, à un souci très poussé des intérêts matériels, un idéalisme très pur. Or quoi de plus terrible dans le domaine des idées que la sanction morale ? Le juge tranche le différend ; sa sentence départage le bien d'avec le mal, et la partie perdante doit s'incliner et se soumettre parce qu'il est juste qu'elle en use ainsi. Si elle ne le faisait pas elle laisserait supposer qu'au jour où elle a accepté le juge du litige, c'était avec l'espoir secret de l'emporter et l'intention secrète de n'en venir à l'exécution de la sentence que si cette sentence lui était favorable. Car dans le Droit international comme dans le Droit intranational c'est avant tout de bonne foi que doivent être exécutées toutes les conventions.

Pour l'esprit français, avide avant tout de logique, semblable conception choque. Et il nous apparaît que ce seraient de singuliers jugements que ceux qui ne porteraient pas la formule exécutoire.

D'autres peuples n'en estiment pas moins que le Droit trouve en soi-même sa valeur, la sanction éventuelle n'y ajoutant qu'un complément d'ordre pratique. Et quand fut fondée en 1919 la Société des Nations, l'article 12 et les articles suivants organisèrent bien l'arbitrage en cas de conflit entre les Nations, mais les sanctions prévues apparurent à beaucoup insuffisantes. Or l'on sait que dans l'élaboration du Pacte dominèrent les idées anglo-saxonnes.

Ainsi le philosophe Jérémie Bentham en un temps, où dans une Europe, demeurée monarchique en sa totalité, s'allumaient constamment des guerres de conquête, imaginait un plan nouveau pour les relations internationales. Et il exposait dans ses traits essentiels, nous dirions volontiers : jusque dans ses lacunes, la conception de la Société des Nations telle qu'elle fut fondée en 1919.

CHAPITRE IV

Emmanuel KANT

Le philosophe Emmanuel Kant naquit à Kœnigsberg en avril 1724. Il y mourut à quatre-vingts ans en 1804. Nous n'avons pas ici le dessein de narrer sa vie qui fut toute d'austérité, de droiture et de modestie, gardant toujours la forte direction morale que lui imprimèrent des parents d'origine écossaise et presbytérienne, tous deux rigides et pieux. Nous ne prétendons pas non plus, fût-ce par le plus succinct des sommaires, donner un aperçu de ses doctrines, qui renouvelèrent la métaphysique et même, par le criticisme subjectiviste, donnèrent à la philosophie dans son ensemble une orientation nouvelle.

Nous voudrions simplement examiner les idées de Kant sur le Droit en général, rechercher comment il conçut une organisation juridique internationale propre

à assurer la paix entre les peuples, c'est-à-dire en somme en quelle mesure et de quelle manière Kant semble avoir eu la conception d'une Société des Nations.

C'est vers les derniers temps de son existence que Kant tourna son esprit vers les choses du Droit. Deux opuscules nous renseignent à ce sujet. C'est d'abord l'« Essai philosophique : A la paix perpétuelle » « Zum ewigen Frieden; ein philosophischer Entwurf » qui parut en 1795 à Königsberg. Une traduction française en parut dès l'année suivante sous le titre de « Projet de paix perpétuelle ». Ce sont ensuite les « Principes métaphysiques du Droit » paru en 1796.

Avant d'entrer dans les détails d'un plan de paix perpétuelle, Kant pose les frontières de Droit, le discriminant d'avec la morale. Puis il montre l'unité du Droit qu'il soit privé ou international.

Le droit comme la morale doit être fondé sur la réciprocité. La grande règle d'éthique posée par Kant se résume dans le précepte : « Agis toujours de telle sorte que les maximes de ta conduite puissent être érigées en règles universelles ! »

De même en matière juridique la première règle doit se formuler : « Agis extérieurement de telle sorte que ta liberté puisse s'accorder avec la liberté de chacun selon une règle universelle de liberté. »

Ainsi pour Kant le droit comme la morale doit tendre avant tout au respect de la personne d'autrui.

Il y a en quelque sorte deux législations, l'une interne : la morale, l'autre externe : le droit. Le droit ne saurait en effet s'appliquer qu'aux devoirs extérieurs, les seuls qui soient susceptibles d'une contrainte. Mais le fait que les obligations juridiques puissent être garanties par une sanction matérielle, n'en changent pas la nature et le fondement.

On voit combien Kant conçoit le droit et les obligations juridiques d'une manière élevée, et combien le droit pour lui est proche de l'éthique.

D'autre part, s'il est vrai que le droit et la morale reposent sur une même assise, il est certain aussi pour Kant que le droit dérive des mêmes principes qu'il s'agisse de régler les rapports entre les individus ou d'organiser les relations entre les peuples. Les nations en effet constituent elles aussi des personnes juridiques et chacune de ces personnes doit avoir le respect des autres nations, tout comme en droit privé chaque individu doit pratiquer le respect de ses semblables. Ainsi le droit international tout comme le droit interne reçoit de Kant un solide fondement moral. Cette base morale se manifeste d'abord par un esprit de réciprocité, par un esprit de haute et impartiale objectivité. Elle se manifeste en outre par un esprit de généreuse humanité. Si la guerre tranche encore les conflits entre les nations, c'est que les nations ne vivent pas encore entre elles dans un état civil, dans un état de société et c'est en vérité un devoir que de tra-

vailler à l'établissement parmi elles de la paix perpétuelle.

Kant rappelle beaucoup, on le voit, telles idées de Rousseau et telles conceptions des Constituants et des Conventionnels. Mais il se montre beaucoup moins sceptique. Il semble même, par une de ces anticipations propres au génie, avoir eu la vision prophétique d'une organisation du monde enfin fraternelle.

Le *Projet de paix perpétuelle* de Kant est composé d'une série d'articles propres à composer un traité général de paix entre les nations. Chaque article est énoncé, puis commenté. L'opuscule tout entier affecte les usages de la diplomatie d'alors, traduisant en latin toutes les expressions importantes, montrant une grande minutie protocolaire. N'était le caractère si profondément sérieux du philosophe de Kœnigsberg et la rare gravité du sujet traité, on serait tenté de croire que l'auteur a voulu faire là au moyen d'une très légère ironie je ne sais qu'elle fine critique du parler diplomatique et peut-être a même voulu sourire quelque peu de lui-même alors qu'il entreprenait une œuvre toujours tenue jusqu'alors pour purement chimérique.

Le *Projet de paix perpétuelle* tient en trois articles essentiels qui sont précédés de cinq propositions d'ordre général. Ces propositions proclament des principes universels de droit international. Ils constituent en quelque sorte les articles préliminaires néces-

saires à tout traité. On retrouve bien dans cette façon de procéder l'ampleur de vues et l'objectivité qui animent Kant en ces matières.

Voici la teneur de ces préliminaires :

1. « Nul traité de paix ne peut être considéré comme tel si l'on s'y réserve secrètement quelque sujet de recommencer la guerre.

« Un pareil traité, explique Kant, ne serait en effet qu'un simple armistice, une suspension d'armes et non la paix, qui signifie la fin de toutes les hostilités et à laquelle on ne peut ajouter l'épithète : perpétuelle, sans commettre par là même un pléonasme suspect. Le traité de paix anéantit tous les sujets de guerre qui peuvent s'offrir et qui peut-être même sont actuellement inconnus des parties contractantes. »

Nous ferons simplement remarquer combien Kant place la loyauté et la bonne foi à la base de toute tractation internationale et de toute organisation de paix perpétuelle, tout à fait comme le droit civil français admet que tout contrat doit être exécuté de bonne foi.

2. « Aucun Etat indépendant (petit ou grand, cela ne fait rien ici) ne peut être acquis par un autre par voie d'héritage, d'échange, d'achat ou de donation. »

Kant ici rompt donc nettement avec tout le vieux droit monarchique d'avant 1789 et, en plein accord avec la Révolution il fonde le droit des peuples à disposer seuls d'eux-mêmes.

« Un Etat, ajoute-t-il avec une limpidité extrême,

n'est pas en effet comme le sol où il réside un bien (*patrimonium*) : c'est une société d'hommes à laquelle ne peut commander et dont ne peut disposer personne si ce n'est elle-même. Il a comme une souche ses propres racines et l'incorporer comme une greffe à un autre État, c'est lui enlever son existence de personne morale pour en faire une chose, ce qui est contraire à l'idée du contrat originaire sans laquelle on ne saurait concevoir de droit sur un peuple. »

3. Avec le troisième article préliminaire, nous retrouvons chez Kant cette idée commune à tous les précurseurs d'une Ligue des Nations de la nécessité de réduire le nombre des soldats et les armements. Kant se montre de tous le plus radical.

« Les armées permanentes, écrit-il, doivent entièrement disparaître avec le temps. »

A ses yeux les armées permanentes constituent en effet une très lourde charge et un péril constant pour la paix universelle. « Car, paraissant toujours prêtes pour le combat, elles menacent incessamment les autres puissances de la guerre et elles excitent les États à se surpasser les uns les autres par la quantité de leurs troupes. Cette rivalité qui ne connaît pas de bornes est une source de dépenses qui finit par rendre la paix plus onéreuse encore qu'une courte guerre et elle pousse elle-même à entreprendre des hostilités pour se délivrer de cette charge. »

Et Kant assimile aux armées permanentes l'accu-

mulation d'un trésor de guerre. Car les mêmes rivalités et les mêmes chances de conflit entre les nations en naîtraient inévitablement.

Or si l'on admet chez tous les peuples des sentiments pacifistes d'une même ardeur et une égale bonne foi, qui ne souscrirait pleinement au vœu du philosophe ?

4. Le quatrième article édicte une grande règle de prudence politique. « On ne doit point, dit Kant, contracter de dettes nationales en vue des intérêts extérieurs de l'État. »

L'on sait, en effet, quel rôle ont joué dans les conflits le souci pour les États de leurs intérêts financiers et l'ampleur de leur dette publique. Et la nation qui a lourdement obéré ses finances « en vue de ses intérêts extérieurs » n'est que trop souvent comme le joueur qui court à tout prix après l'argent qu'il a gagné.

5. « Aucun État, proclame enfin Kant, ne doit s'immiscer de force dans la constitution et le gouvernement d'un autre État. »

Là encore la parenté spirituelle est frappante entre les principes révolutionnaires et les idées Kantiennes. Aujourd'hui, au reste, les juristes admettent universellement le principe de non-intervention. Outre qu'il est éminemment contraire à la dignité et à l'indépendance d'une nation de laisser l'étranger se mêler activement de ses propres affaires, l'histoire a trop montré combien sous les principes les plus élevés qui officiellement déterminent les interventions, se cachent les plus méprisables des intérêts.

Les cinq articles préliminaires à toute organisation d'une paix perpétuelle une fois posés, Kant passe aux articles fondamentaux et définitifs d'un traité de paix générale à conclure entre les États. Ces articles définitifs sont au nombre de trois. Leur énoncé est des plus brefs et cependant ils constituent une base très cohérente et très complète de paix universelle. En voici le texte :

1. Chaque État aura une constitution républicaine.
2. Le Droit des Gens doit être fondé sur une fédération d'États libres.
3. Le Droit Cosmopolitique doit se borner aux conditions d'une hospitalité universelle.

Ainsi donc lorsque Kant passant des principes généraux propres à assurer la paix du monde aux règles d'organisation pratique, en vient à formuler les articles fondamentaux d'un traité de paix générale, la première condition qui lui apparaisse comme indispensable est la nécessité pour chaque État d'une constitution républicaine.

Et sans doute le vocable « République » peut être très diversement entendu. Et le monde a connu des républiques aristocratiques comme Venise et des républiques démocratiques comme la Suisse, des républiques impérialistes comme Rome et des républiques pacifiques comme la France. Kant par république entend avant tout un gouvernement représentatif et une forme politique où le pouvoir législatif soit séparé

du pouvoir exécutif. Seule à ses yeux cette forme de gouvernement peut impliquer la soumission de tous à la loi, corrélativement aux droits dont jouissent également tous les citoyens en tant que membres d'un même état; seule aussi la République est compatible avec la liberté qui convient à tous les membres d'une société en leur qualité d'hommes; seule enfin la forme républicaine peut procurer au monde une paix perpétuelle.

Il est bien certain en effet que dans une organisation du monde telle que l'avait conçu le Grand Dessein de Sully et où eussent figuré à côté des républiques des monarchies les unes électives les autres héréditaires, la seule diversité des formes de gouvernement eût constitué un grave danger de troubles.

D'autre part les monarchies ont une fatale tendance à se laisser guider par l'intérêt dynastique et à rechercher avant tout ce prestige que donnent les conquêtes. Rien de semblable avec la république. En effet, « lorsque la question de savoir, écrit Kant, si la guerre aura lieu ou non ne peut être décidée que par le suffrage des citoyens, il n'y a rien de plus naturel, qu'ayant à décréter contre eux-mêmes toutes les calamités de la guerre, ils hésitent beaucoup à s'engager dans un jeu si périlleux (car il s'agit pour eux de combattre en personne; de payer de leur propre avoir les frais de la guerre; de réparer péniblement les dévastations qu'elle laisse après elle; enfin pour comble de maux de con-

tracter une dette nationale qui rendra amère la paix même et ne pourra jamais être acquittée parce qu'il y aura toujours de nouvelles guerres). Au lieu que dans une constitution où les sujets ne sont pas citoyens, et qui par conséquent n'est pas républicaine, une déclaration de guerre est la chose la plus aisée du monde, puisque le souverain, propriétaire et non membre de l'État, n'a rien à craindre pour sa table, sa chasse, ses maisons de plaisance, ses fêtes de cour, etc.; et qu'il peut la décider comme une sorte de partie de plaisir, pour les raisons les plus frivoles et en abandonner indifféremment la justification, exigée par la bienséance, au corps diplomatique, qui sera toujours prêt à la fournir. »

A une démonstration si belle et si limpide pas n'est besoin de rien ajouter. On peut toutefois rapprocher de cette conception Kantienne de la nécessité d'une constitution républicaine pour tous les peuples, l'obligation faite par le Pacte de 1919 à tout État désireux d'entrer dans la Société des Nations de se régir selon les règles du « self-government » c'est-à-dire sinon de la république du moins d'un régime libre, représentatif du peuple et évitant la tyrannie par la séparation des pouvoirs.

La seconde condition posée par Kant pour l'organisation de la paix générale consiste, nous l'avons vu, à asseoir le Droit des Gens sur la base d'une fédération d'états libres.

Ici Kant touche au plus grave problème de l'organisation interne de la Société des Nations. « Tout d'abord, disait dans un discours le 22 juillet 1917 un contemporain¹ dont le nom restera attaché à l'organisation de la paix, se pose une première question. Que doit-on entendre par l'expression — Société des Nations ? — Cette conception paraît devoir s'interpréter de deux façons. S'agit-il de créer un État universel ou bien doit-on maintenir la souveraineté intégrale de chaque État et par suite l'égalité de droit entre ces états souverains au sein de l'association ».

Tel est en effet le dilemme si l'on cherche à associer juridiquement les nations en vue de maintenir la paix. Créera-t-on un Superétat universel ou organisera-t-on une fédération entre tous les États ? Sully concevait sa république chrétienne comme un Superétat ; l'abbé de Saint-Pierre au contraire rêvait d'une simple fédération. C'est à cette dernière solution que Kant s'arrête aussi. C'est d'ailleurs également à cette forme politique que sont allées les préférences des négociateurs de 1919. La Société des Nations telle qu'elle fut fondée à Versailles n'est pas un Surétat fédéral mais bien une simple confédération. Et l'État membre qui désire s'en séparer ne commet pas acte de sécession mais peut très légalement se retirer de la Ligue des

1. Monsieur Léon Bourgeois.

Nations à seule condition d'observer le délai fixé de préavis.

Kant au reste considérerait comme la solution la plus solide et la plus heureuse, la constitution d'un Superétat. Et s'il se rallie à l'idée d'une fédération d'États libres, c'est parce qu'il estime dans l'état du monde, chose impraticable la formation d'un Super-état fédéral.

Dans ces « Principes métaphysiques de la Doctrine du Droit », Kant développe les considérations qui l'incitaient à écrire son article 2 dans son « Projet de paix perpétuelle. »

« Comme l'état de nature des peuples, écrit-il, ainsi que celui des hommes isolés est un état dont on doit sortir pour entrer dans un état légal, avant l'établissement de celui-ci, tous les droits des peuples et tout le mien et le tien extérieurs que les États peuvent acquérir ou conserver par la guerre n'ont qu'une valeur provisoire; ils ne peuvent acquérir une valeur péremptoire et jouir d'un véritable état de paix qu'au moyen d'une union générale (analogue à celle par laquelle un peuple devient un État). Mais comme à cause de la trop grande étendue d'une pareille union des peuples qui couvrirait de vastes contrées, le gouvernement de cette sorte d'État et par conséquent aussi la protection de chacun de ses membres doivent être en définitive impossibles, une multitude de corporations de ce genre ramène toujours à l'état de guerre. »

Et plus loin après avoir montré le caractère pratique d'une association des États, Kant ajoute : « On peut appeler cette sorte d'alliance de quelques États fondée pour le maintien de la paix un Congrès permanent des États auquel il est permis à chaque État de s'associer... Il ne faut d'ailleurs entendre ici par congrès qu'une espèce d'union volontaire et en tout temps révocable de divers États et non comme celle des États-Unis d'Amérique une union fondée sur une constitution publique et par conséquent indissoluble. C'est ainsi seulement que l'on peut réaliser l'idée d'un droit public des gens qui termine les différends des peuples d'une manière civile comme par un procès, et non d'une manière barbare (à la façon des sauvages) c'est-à-dire par la guerre. »

On voit que Kant a eu en somme la conception d'une Ligue des Nations d'une manière très voisine des réalisations contemporaines et qu'il a expressément prévu une fédération de peuples libres s'unissant pour assurer la paix du monde ; — l'accession éventuelle à l'union d'États nouveaux ; — une organisation arbitrale substituant pour les conflits internationaux le juge au soldat.

Les vues de Kant au reste demeurent toujours animées d'un esprit pragmatique et toujours il préfère viser des buts rapprochés et précis plutôt que des buts lointains qu'on ne saurait atteindre.

3. Le troisième et dernier article de son projet

de paix perpétuelle stipule que : « Le Droit cosmopolitique doit se borner aux conditions d'une hospitalité universelle. »

Hospitalité signifie le droit qu'a tout étranger de ne pas être traité en ennemi dans le pays où il arrive. On peut refuser de le recevoir si l'on ne compromet point par là son existence mais on ne peut agir hostilement contre lui tant qu'il demeure pacifiquement à sa place.

Or on sait combien du temps de Kant la situation de l'étranger était précaire. « Aubaine » pour le pays qui le recevait, l'étranger était à peu près privé de tout droit. Il était donc de toute nécessité pour travailler à la paix perpétuelle d'étayer le Droit International Public par le Droit International privé. Et Kant pouvait dire à bon droit : « Les relations, plus ou moins étroites qui se sont établies entre tous les peuples de la terre, ayant été portées au point qu'une violation du droit commise en un lieu se fait sentir dans tous, l'idée d'un droit cosmopolitique ne peut plus passer pour une exagération fantastique du droit, elle apparaît comme le complément nécessaire de ce code non écrit, qui comprenant le Droit civil et le Droit des gens, doit s'élever jusqu'au droit public des hommes en général et par là jusqu'à la paix perpétuelle dont on peut se flatter (mais à cette seule condition) de se rapprocher continuellement. »

Ainsi donc Kant demande l'établissement d'un

droit privé cosmopolitique mais là encore, pour plus de sûreté, il lui assigne fort judicieusement pour bonnes les règles de la simple hospitalité.

Et dès lors, par le moyen d'une fédération de peuples tous exclusivement guidés par une constitution républicaine, et avec l'appui d'un droit international privé restreint à dessein à des règles de principes, Kant aura bien conçu une organisation très rationnelle de paix générale.

Mais le philosophe de Kœnigsberg compte sur une autre alliée pour parvenir à la paix perpétuelle. Il s'agit de la Nature « cette grande artiste, dit-il, dont le cours mécanique (*Natura dædala rerum*) a pour fin de faire naître parmi les hommes, même contre leur volonté, l'harmonie de la discorde. »

C'est que d'abord la Nature ordonnera de telle sorte la multitude des êtres que tous désireront pour leur conservation des lois universelles.

En outre si elle tient les peuples séparés par la diversité des langues et des religions, elle les rapprochera par les progrès de la civilisation.

Enfin la Nature se sert même de l'intérêt réciproque des différents peuples pour opérer entre eux une union que la seule idée du droit cosmopolitique n'aurait pas suffisamment garantie de la violence et des guerres « Je parle, dit Kant, de l'esprit de commerce qui s'empare tôt ou tard de chaque peuple et qui est incompatible avec la guerre. De tous les moyens dont peut

disposer la puissance publique, le pouvoir de l'argent étant le plus sûr, les Etats se voient forcés (sans y être il est vrai déterminés par les mobiles de la moralité) de travailler au noble ouvrage de la paix, et quelque part que la guerre menace d'éclater, de chercher à la détourner par des médiations, comme s'ils avaient contracté à cet effet une alliance perpétuelle; car les grandes associations pour la guerre ne peuvent avoir lieu que très rarement et réussir plus rarement encore. C'est ainsi que la nature garantit la paix perpétuelle par le mécanisme même des penchants naturels, et quoique cette garantie ne soit pas suffisante pour qu'on en puisse prédire théoriquement l'avènement, elle suffit au point de vue pratique et elle nous fait un devoir de tendre à ce but. »

Judicieuses remarques d'un grand esprit et bel optimisme d'un grand cœur !

TROISIÈME PARTIE.

Le XIX^e Siècle

Le XIX^e siècle qui vit le réveil des nationalités, l'épanouissement du régime constitutionnel et le développement des idées pacifistes ne pouvait demeurer indifférent à ce qu'on devait appeler au XX^e siècle la Société des Nations.

Dès 1814 Saint-Simon en collaboration avec Augustin Thierry propose une « Réorganisation de la Société Européenne » où il préconise dans l'intérêt de la paix générale de nouvelles formules destinées à régir les relations entre les États.

La Sainte-Alliance en 1815 offre le premier exemple dans le domaine des faits d'une alliance exclusivement conclue en vue de maintenir la paix et disposée à accueillir dans son sein tout État qui accepterait ses

principes. Et si elle ne fut en pratique nullement libérale ni démocratique, son inspiration n'en fut pas moins généreuse.

Après 1815 le mouvement pacifiste devait s'accroître toujours davantage. Sans parler des contemporains c'est peut-être chez Patrice Larroque que l'on trouve enfin les vues annonçant le plus nettement le pacte de 1919.

CHAPITRE PREMIER.

SAINT-SIMON

Claude Henri de Saint-Simon naquit à Paris en 1760. Descendant le plus proche du fameux auteur des « Mémoires » et issu d'une race qui prétendait remonter à Charlemagne, sa naissance fut pour son esprit naturellement original et fertile un efficace aiguillon. Saint-Simon en effet fut avant tout un semeur d'idées. Il fut avec Fourier le véritable fondateur du socialisme français. Après avoir servi en Amérique la cause de l'indépendance, il se lança avec le comte de Redern dans des spéculations sur les biens nationaux. Déjà alors s'esquissaient dans son esprit des plans de rénovation sociale, et la fortune qu'il poursuivait ne devait être à ses yeux qu'un moyen qui lui permit d'expérimenter à son gré ses conceptions. Il fit toujours preuve au reste du plus parfait désintéressement.

Ruiné, découragé, Saint-Simon tenta en 1823 de mettre un terme à sa vie. Ayant échoué dans sa tentative, son esprit religieux y vit une indication providentielle. Il continua dès lors à travailler et à écrire, composant notamment ce nouveau « Christianisme » qui est comme la synthèse de son œuvre. Quand il s'éteignit parmi ses disciples en 1825 Saint-Simon avait vraiment ouvert des chemins nouveaux à la sociologie, à l'économie politique à la politique et même à la philosophie.

Et dès le lendemain de sa mort ses disciples parmi lesquels on peut compter des Enfantin, des Pierre Leroux, des Augustin Thierry, des A. Blanqui, des Armand Carrel et des Auguste Comte se groupèrent pour répandre la pensée du maître en une école philosophique qui tenait singulièrement, par l'ardeur de ses membres et par son organisation interne, de la secte religieuse.

Les idées de Saint-Simon qu'il s'agisse de la constitution intérieure des sociétés ou des relations entre les États sont avant tout dominées par cette conception que, dans l'évolution de l'humanité, le temps des conflits est désormais périmé. Une vue aussi ample et aussi généreuse devait déjà à elle seule nous faire tenir Saint-Simon pour un indéniable précurseur de la Société des Nations et des idées qui ont déterminé sa naissance. Mais en outre Saint-Simon a laissé tels écrits politiques où s'affirme sa conception de la nécessité d'une union fraternelle des peuples.

Les guerres de la Révolution et de l'Empire avaient, par les deuils et les ruines qui leur firent cortège, vivement frappé Saint-Simon. D'où son désir d'inaugurer une ère nouvelle. A la phase de l'antagonisme entre les hommes et entre les peuples doit succéder la « phase pacifique » où tous les humains lutteront unis contre la nature pour leurs intérêts communs. Et ce dont le monde a besoin désormais c'est de grands esprits qui soient les « Napoléons de la paix. »

Ces déclarations ne sont pas sans rappeler les pensées de Crucé sur la guerre quand il disait « Avons-nous d'autres ennemis que les bêtes sauvages ? » Le pacifisme de Saint-Simon est au reste lui aussi constructeur. Il s'exprime particulièrement dans un ouvrage intitulé : *De la Réorganisation de la Société Européenne*, et qui fut édité en 1814 à Paris.

Cet ouvrage est dû à la collaboration de Saint-Simon et d'Augustin Thierry. C'est le chimiste Peclet qui mit en rapport avec Saint-Simon, Augustin Thierry alors professeur au lycée de Compiègne. Depuis assez longtemps le sociologue et l'historien avaient éprouvé l'un pour l'autre à la lecture réciproque de leurs œuvres de vives sympathies. Et bientôt le jeune professeur quitta sa chaire pour venir en qualité de secrétaire auprès de Saint-Simon. C'est alors qu'ils écrivirent là : *Réorganisation de la Société Européenne*.

La première condition nécessaire à la paix du monde, est, selon Saint-Simon et Augustin Thierry, que chaque

nation ait une forme de gouvernement identique, et que cette forme politique soit dans son principe et ses modalités la meilleure.

Nous avons déjà trouvé cette vue chez Kant très nettement exprimée. Nous l'avons vue, indiquée seulement, chez Bentham. C'est au reste avant tout une question de simple bon sens. Il y aurait péril à associer pour des fins pacifiques des collectivités très diversement gouvernées.

Or, aux yeux des auteurs de la « Réorganisation de la Société Européenne », nul système politique ne saurait valoir une monarchie constitutionnelle et parlementaire. La meilleure constitution en effet est celle qui organise les pouvoirs publics de telle sorte que chaque problème soit l'objet d'une étude approfondie. Et dans un Etat bien gouverné chaque question doit être examinée et quant à l'intérêt général et quant aux intérêts particuliers. Enfin s'il est bon que le peuple soit maître de ses destinées il faut songer aussi à établir dans l'Etat un organe modérateur. Ce double but sera atteint par l'institution d'un Parlement bicaméral où une Chambre des Pairs tempérerait l'action d'une Chambre des Communes. Quant à la Royauté, elle demeurerait, non pas tant comme organe de direction suprême, que comme symbole représentant la collectivité et l'intérêt général.

On retrouve dans cette conception le régime britannique. C'est d'ailleurs un fait constant que le système

anglais a toujours paru en France jusque vers 1848 comme le système idéal. Le caractère parlementaire de ce régime répondait très exactement au goût français pour la liberté et la souveraineté populaire. Et d'autre part le maintien d'une monarchie de façade flattait les instincts traditionnalistes sans éveiller les craintes que suscite le régime du pouvoir personnel. Bien avant 1789 Montesquieu et Voltaire donnaient en exemple à leurs contemporains les lois anglaises. Sous la Révolution les monarchiens demandaient de même une constitution inspirée des coutumes de Grande-Bretagne.

Saint-Simon et Augustin Thierry ne faisaient donc que suivre une tradition déjà ancienne chez les penseurs français en prônant une monarchie parlementaire. Ce qui donne à leur œuvre un caractère nouveau c'est précisément cette idée d'organiser toutes les nations selon des règles constitutionnelles identiques et de faire de chacune d'elles une monarchie parlementaire.

La seconde phase dans l'organisation de la paix universelle consistera pour les auteurs de la « Réorganisation Européenne » à établir au dessus de tous les parlements nationaux un Parlement Général. Ce Parlement Général aura, placée sous sa dénomination exclusive, la Ville au sein de laquelle il siègera.

Cette organisation fait songer d'une part au Grand Sénat que l'abbé de Saint-Pierre voulait cons-

tituer comme organisme fédéral, et d'autre part à l'Assemblée Générale de la Société des Nations qui, devant siéger à Genève a demandé et obtenu pour les édifices servant à ces séances et à ses bureaux le bénéfice de l'exterritorialité.

Le Parlement Général devra selon Saint-Simon avoir dans ses attributions toutes les questions d'intérêt paneuropéen. En particulier c'est cette Assemblée qui devra décider et faire exécuter les grands travaux publics. Les questions d'ordre économique sont en effet toujours au premier plan dans l'œuvre de Saint-Simon. La civilisation, estime-t-il, a atteint la phase industrielle, et le premier rang dans l'Etat doit appartenir aux ingénieurs, aux banquiers, aux inventeurs. Quelques années après la publication de la « Réorganisation de la Société Européenne » en 1820 Saint-Simon écrira : « Plus d'honneurs pour les conquérants, pour les dévastateurs de l'espèce humaine ! Vivent ses bienfaiteurs : les savants et les travailleurs ! Plus d'honneurs pour les Alexandres ! Vivent les Archimèdes ! » Rien donc de plus naturel et de plus conforme aux idées Saint-Simoniennes que de placer l'étude des grands travaux publics parmi les premières attributions du Parlement européen.

Ce Parlement d'autre part devra diriger en Europe l'instruction publique, et imposer à toutes les nations un Code unique de morale. Ce double vœu est lui aussi très caractéristique du Saint-Simonisme. Saint Simon

et Augustin-Thierry donnent ainsi, par une anticipation vraiment remarquable, une place de premier rang à l'organisation de l'instruction par la collectivité et ce en un temps où ce souci était loin de dominer chez les gouvernants. Et d'autre part ils ne craignent point en une matière aussi délicate et aussi rebelle à la contrainte émanant de l'État que la Morale, d'en codifier les règles et de les imposer à tous. C'est l'autre face, mystique et chimérique, du Saint-Simonisme.

Enfin quant au pouvoir exécutif paneuropéen sera-t-il exercé par un conseil issu du Parlement général ? Établira-t-on un roi fédéral ? Les auteurs de la « Réorganisation de la Société européenne » se réservent avec prudence sur ce sujet. Et, animés d'une foi admirable dans le progrès de l'évolution humaine, ils concluent : « L'âge d'or du genre humain n'est point derrière nous : il est devant. »

On voit qu'en somme Saint-Simon et Augustin-Thierry ont eu nettement la conception d'une Ligue des Nations, établie dans un esprit pacifique et fraternel et se proposant pour but suprême l'intérêt général de la collectivité humaine. Mais que leur Société des Nations est loin, selon l'expression Kantienne et selon la réalisation de 1919, d'une fédération « de peuples libres. »

Saint-Simon et Thierry ont en réalité voulu réorganiser l'Europe sur le plan d'un Superétat fédéral unique. Comme Sully pour sa république chrétienne, les au-

teurs de la « Réorganisation de la Société européenne ; » ont rêvé pour leur nouvelle Europe une fusion de tous les États en un seul organisme politique. Il se peut que cette formule, par l'évolution des idées et grâce à l'action du temps, soit celle de la Société des Nations dans l'avenir. Et sans doute en 1814 devait-elle apparaître encore autrement lointaine que de nos jours.

Honneur cependant à ceux dont l'esprit généreusement anticipateur sait féconder les temps futurs ! Les réalisations objectives d'une génération ne sont le plus souvent que les rêveries transformées de la génération qui la précéda. Et le passé, selon le mot de Leibniz, est gros de l'avenir.

Si cet avenir appartient, comme nous le pensons fermement, à la Société des Nations, les idées Saint-Simoniennes, elles aussi, auront nettement contribué à son établissement.

CHAPITRE II

Après le Premier Empire

Les idées pacifistes ne devaient après Saint-Simon plus cesser de se répandre dans le monde. Et si l'on ne rencontre plus jusqu'à la fin du siècle de système complet d'organisation de la paix, toutefois les principes constitutifs de la Société des Nations trouvent chez des écrivains de toute opinion fréquemment une expression.

A la fin de l'an mil huit cent quinze fut signé entre le tsar Alexandre I^{er}, l'empereur d'Autriche François et le roi de Prusse Frédéric-Guillaume un pacte connu dans l'histoire sous le nom de Sainte-Alliance.

Le texte du traité fut préparé dans de fréquentes conférences entre Alexandre I^{er}, une Russo-Allemande d'esprit mystique : la baronne de Krusner, et un ancien député de Lyon aux États généraux de 1789 ;

Nicolas Bergasse. Le traité fut publié en février 1816. Les libéraux de tous pays qui eurent tant à souffrir de la violente réaction qui suivit Waterloo combattirent de toutes leurs forces ce traité. Dans une formule qui resta, ils le dénoncèrent comme la « Sainte-Alliance des rois contre les peuples. » Et de fait la politique de Metternich, étouffant systématiquement toutes les aspirations nationales et toutes les tendances libérales en Europe, sut faire de la Sainte-Alliance un terrible instrument d'oppression.

Mais ce ne fut là qu'une application étonnamment étroite et déviée de son but, qui fut faite de la Sainte-Alliance. Son principe était autrement généreux et ses fondateurs d'esprit autrement élevé.

Alexandre I^{er} était de tendances sincèrement pacifiques et libérales. C'est lui qui en 1814 avait imposé aux Bourbons comme inéluctable condition de leur Restauration l'établissement en France d'un régime constitutionnel. Et aussitôt après les traités de Vienne, il avait octroyé au petit royaume de Pologne une constitution qui respectait pleinement la liberté polonaise et ne liait en somme à la Russie la Pologne que par le lien assez lâche d'une union personnelle.

Alexandre I^{er} à cette époque était encore profondément imbu des doctrines libérales et humanitaires que lui avait enseignées son précepteur le Vaudois Laharpe.

A cette influence vint s'ajouter l'ardent mysticisme

de Madame de Krusner qui depuis 1807 prêchait une manière de néo-christianisme. Et l'on ne saurait pas plus mettre en doute la sincérité du czar que celle de son inspiratrice.

Le christianisme qui anime la Sainte-Alliance se manifeste à chaque ligne du pacte qui est conclu « au nom de la Très Sainte et indivisible Trinité » Les contractants proclament leur « détermination de ne prendre pour règle de leur conduite que les préceptes de cette religion sainte. »

Ce christianisme au reste est entendu sans étroitesse et les trois souverains qui signent les premiers le pacte sont l'un orthodoxe, le second catholique, le troisième réformé. Le sentiment s'affirme en outre, comme quelque deux cents ans auparavant chez Francisco Suarez et chez Crucé de la solidarité qui existe entre toutes les nations. L'article premier de la Sainte-Alliance expose que « conformément aux saintes Ecritures qui ordonnent à tous les hommes de se regarder comme frères, les trois monarques demeureront comme unis par les liens d'une fraternité véritable et indissoluble, et, se considérant comme compatriotes ils se prêteront en toute occasion et en tout lieu assistance, aide et secours. » Des souverains d'autre part la fraternité doit s'étendre aux peuples. « Le seul principe en vigueur sera de se rendre réciproquement service, de se témoigner par une bienveillance inaltérable l'affection mutuelle, de ne se considérer

tous que comme membres d'une même nation chrétienne. »

En outre, tout comme le Covenant de la Société des Nations, le traité de la Sainte-Alliance prévoyait l'accession au pacte d'Etats nouveaux. Quiconque adhérerait aux principes de l'union chrétienne ainsi constituée, y devait être reçu « avec autant d'empressement que d'affection. » C'est ainsi que Louis XVIII d'abord pour la France, puis le prince régent d'Angleterre (le roi était fou depuis plusieurs années) entrèrent successivement dans la Sainte-Alliance.

Enfin la Sainte-Alliance fut complétée le 20 novembre 1815 par un second accord pour lequel le czar, l'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et le roi d'Angleterre renouvelaient l'alliance qu'ils avaient conclue en mars 1814 au cours de la campagne de France. Aux termes de ce traité les contractants convenaient de resserrer les liens qui les unissaient « pour le bonheur du Monde ». Ils décidaient en outre de se réunir à telles époques préfixées afin d'étudier « les grands intérêts communs » et d'examiner « les mesures qui dans chacune de ces époques seraient jugées les plus salutaires pour le repos et la prospérité des peuples et pour le maintien de la paix en Europe. »

Et sans doute, cette expression « le repos » faisait pressentir déjà la politique résolument conservatrice et même réactionnaire vers laquelle Metternich allait incliner la Sainte-Alliance. Il n'en reste pas moins

que, tout comme la Société des Nations d'aujourd'hui la Sainte-Alliance organisait une manière de Directoire international propre à guider les Etats signataires du pacte. Si l'on rapproche de cette tentative le sentiment des contractants de n'être tous que membres d'une « même nation chrétienne » leur dessein d'admettre parmi eux tout nouveau signataire qui accepterait leurs principes, enfin leur généreux désir de travailler « pour le bonheur du monde » ; on voit qu'on peut à bon droit placer la Sainte-Alliance parmi les ancêtres de la Société des Nations.

D'ailleurs l'amour de la paix, fondement moral de toute Ligue des Nations, devait au cours du siècle toujours trouver de nouveaux adeptes. Dès 1816 l'on voit se former des sociétés dites des « Amis de la Paix ». C'est là un fait social d'une grande nouveauté et l'on sait quelle part de simples associations privées, reflets de l'esprit public, ont pu prendre aux transformations des sociétés humaines.

Même Joseph de Maistre accède aux idées pacifistes. Et cependant toute son œuvre¹ a visé à justifier le gouvernement temporel de la Providence, et est animée d'un esprit hostile en libéralisme. La guerre en parti-

1. Son œuvre anthume tout au moins. Car de documents extraits des archives de Turin et publiés en 1858 il semble résulter que Joseph de Maistre vers les derniers temps de sa vie inclina nettement vers des concessions aux idées libérales. Il admire l'Empire, explique fort rationnellement la Révolution et sa grandeur et se tourne vers la tolérance religieuse.

culier lui apparaît comme une loi fatale « Ainsi, a-t-il écrit, il y a des insectes de proie, des reptiles de proie; des oiseaux de proie, des poissons de proie, des quadrupèdes de proie. Cettelois'arrêtera-t-elle à l'homme? Non..... Et c'est l'homme qui est chargé d'égorger l'homme et c'est la guerre qui accomplira le décret.¹ »

Or déjà dans « Le Pape » qu'il publia à Lyon en 1819, Joseph de Maistre reprend l'idée médiévale du Souverain Pontife, juge suprême des nations. Le pape pourrait encore à ses yeux unir l'Occident en une seule grande communauté.

Puis dans le septième entretien des *Soirées de Saint-Pétersbourg* éditées à Paris en 1821, on voit le sénateur et le chevalier, protagonistes des dialogues, faire la remarque que les nations n'ayant à l'encontre des particuliers pas de tribunal devant qui porter leurs litiges, en sont réduites au cas de différends à se faire justice elles-mêmes. Et les interlocuteurs en viennent à se demander s'il ne serait pas possible d'instituer des tribunaux internationaux d'arbitrage et ils concluent que ces tribunaux devraient être présidés par le pape, maintes fois choisi par les souverains comme arbitre.

Rien mieux que cette préoccupation, chez le penseur le plus belliciste peut-être, ne saurait montrer le progrès accompli par les idées de paix après le Premier Empire.

1. Les soirées de Saint-Pétersbourg, 7^e entretien.

La question des rapports internationaux va prendre au reste une face nouvelle avec l'extension des idées socialistes. Les Saint-Simoniens avaient principalement orienté le socialisme vers l'étude de l'organisation interne des sociétés. Et ils cherchaient avant tout le bien et le bien-être général au sein de chaque nation. Toutefois le souci de combattre le militarisme et d'empêcher les guerres y est très net. Comte rapporte qu'il entendit souvent dire à Saint Simon : « Grâce aux progrès des lumières et de la civilisation, ce qui passait autrefois pour rêve peut commencer à se réaliser. La guerre, la misère, le pillage légal et organisé peuvent disparaître peu à peu ; on peut par des moyens doux et faciles établir la paix et l'aisance du plus grand nombre » Au retour d'une revue en 1818, Arlès Dufour écrit à Enfantin : « J'ai vu défiler quelques régiments et je vous assure que j'ai eu le cœur gros en pensant à ce beau pays, à ce beau peuple de France que l'on ne croit pouvoir gouverner qu'avec des armées qui sucent le plus pur de son travail. » Dans son journal « *Le Crédit* » Enfantin en août 1849 salue avec enthousiasme l'ouverture du Congrès des Amis de la Paix et il émet le vœu que cette agitation pacifiste ait une vive influence sur l'opinion publique et sur les gouvernements européens.

Quand d'autre part avec le socialisme allemand dit scientifique fut fondée l'Association internationale des travailleurs en septembre 1864, les ouvriers de

toutes les nations commencèrent à se sentir véritablement frères dans la grande famille humaine. Le prolétariat de tous les pays chercha dès lors à resserrer toujours plus étroitement les liens unissant ses membres. Et à ce titre, l'Internationale mérite une place dans l'étude de la conception des relations entre les états et des idées pacifistes. Toutefois à l'instigation de Karl Marx elle tendit bien plutôt à être un instrument de guerre civile que de paix internationale. Si Karl Marx a dit en effet : Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! » cette union devait avoir pour but principal la conquête dans chaque État du pouvoir au besoin par la violence. Le socialisme internationaliste d'autre part, n'a pas édifié une organisation de la paix entre les États. Et destructeur bien plus que constructeur on ne saurait considérer le mouvement collectiviste comme ayant eu la conception d'une Ligue des Nations.

C'est un livre paru en 1856 et dû au sociologue Patrice Larroque qui expose le plus nettement après Saint-Simon les idées constitutives de la Société des Nations. Dans cet ouvrage intitulé : *De la guerre et des armées permanentes* l'auteur examine d'abord l'origine et l'extension sans cesse croissante des armées permanentes. Puis il met en lumière les lourds budgets qu'elle nécessitent. Enfin dans une troisième partie il propose une nouvelle organisation du monde. Et d'abord, comme Kant, comme Saint-Simon, Larroque montre que

la paix ne saurait être assurée que si chaque État à la même forme de gouvernement et aucune forme politique ne saurait à ses yeux être plus éloignée de la guerre et des grands armements qui la préparent, que la République. D'autre part, il serait éminemment souhaitable que toutes les nations contractent un accord commun pour stipuler que leurs différends soient portés devant une Cour arbitrale internationale. « Les nations, dit l'auteur, qui se sont bien entendues pour empêcher la traite des noirs ne pourraient-elles s'entendre pour empêcher le massacre des blancs ? » Enfin tel l'abbé de Saint-Pierre, Larroque imagine comme sanction contre l'infracteur du pacte, une action commune des autres contractants. On voit que Patrice Larroque va même plus loin que les négociateurs de 1919 dans la voie des éventuelles sanctions.

En 1867 fut fondée la « Société française pour l'arbitrage entre les nations ». Et son titre seul révèle l'état d'esprit d'une opinion publique prenant dès lors un vif intérêt au problème de l'établissement de la paix, et Victor Hugo reflétera son siècle quand il dira : Je suis d'un parti nouveau : le parti Révolution-Civilisation. Il fera demain les Etats-Unis d'Europe puis les Etats-Unis du monde. »

Les juristes français seront désormais les plus grands parmi ceux qui, décade après décade, précisèrent la conception d'une Société des Nations et en rendirent possible au ^{xx}e siècle l'établissement. Nous ne pouvons tous les citer.

Il en est d'ailleurs tels Louis Renault et Frédéric Passy dont les tombes trop fraîches ne sauraient même par des mains pieuses être touchées.

Et nous ne nous estimons d'autre part pas le droit d'examiner l'œuvre de ceux qui pour la plus grande gloire de la France sont nos contemporains : les Weiss, les Pillet, les Bourgeois, et les d'Estournelles de Constant.

CONCLUSION

Est-il possible après cette brève étude de porter un jugement général sur ceux qui dans les temps passés eurent les premiers la conception d'une Société des Nations ?

Ce qui frappe tout d'abord au travers des vocables différents et des modalités diverses, c'est la parenté certaine qui se manifeste entre tous les systèmes proposés. Il y a une grande similitude et entre les buts visés et entre les moyens mis en œuvre pour y parvenir. Chez tous les précurseurs de l'idée d'une Ligue des Nations, s'affirme le sentiment que tous les hommes et tous les peuples ne sont que les membres d'une même famille. Etablir parmi les hommes la concorde : voilà le but primordial des projets élaborés qu'ils soient d'inspiration chrétienne ou de conception laïque. Et leurs auteurs auraient volontiers tous dit comme Voltaire : « Toute guerre européenne est une guerre civile », ou même comme Victor Hugo ; « Toute guerre entre hommes est une guerre entre frères ». Les idées mai-

•

tresses en outre des organismes proposés pour assurer la paix s'affirment semblables elles aussi. Des hommes qui ont vécu en des civilisations très différentes et en des temps très éloignés et qui n'ont pas le plus souvent connu les systèmes de leurs devanciers, ont eu sur les moyens propres à éviter les guerres des vues tout à fait du même ordre. Tous les penseurs dont nous avons examiné les idées ont rêvé d'une association plus ou moins étroite entre les nations et d'un tribunal international. Tous en somme ont voulu, dans la mesure du possible, transposer dans le Droit des Gens les institutions des divers droits internes. Tels de ces penseurs ont expressément affirmé l'unité fondamentale du droit et la nécessité de soumettre à des règles identiques les sujets de droit qu'il s'agisse de nations ou d'individus. Tous en tout cas ont demandé l'avènement d'une ère nouvelle qui permit enfin aux peuples d'entretenir entre eux — même et surtout à l'occasion de leurs différends — des relations d'ordre avant tout juridique.

Une seconde remarque qui s'impose, c'est la part éminente prise par l'esprit français dans l'élaboration siècle après siècle du concept d'une Société des Nations. Sans compter ceux qui indirectement contribuèrent en formant l'esprit public, à faire éclore des projets d'organisation de la paix, et sans compter ceux qui, d'un mot montrèrent que la conception d'une Ligue des peuples leur appartenait, mais n'approfondirent

aucunement cette idée, il est quatre Français : Crucé, Sully, Saint-Pierre et Saint-Simon qui enfantèrent des systèmes cohérents de ce qu'on devait appeler par la suite une Société des Nations. Il n'est pas de pays au monde qui puisse s'enorgueillir d'un tel faisceau de précurseurs.

L'opinion publique au cours des négociations de 1919 a généralement cru que les idées constitutives de la Ligue des Nations étaient nées outre-Atlantique. Tout au plus y passèrent-elles du domaine de la spéculation pure dans celui de la politique active. Quant à l'origine de ces idées on ne peut pas ne pas être frappé de ce que le nouveau Cynée d'Emeri Crucé, alors qu'il demeurait en France bien inconnu, fut traduit en anglais quelques années avant la grande guerre puis réimprimé en 1909 à Philadelphie. Ne peut-on admettre que la France non contente d'avoir été en ce qui touche la Société des Nations la grande initiatrice a encore pu inspirer directement tels projets contemporains dont les événements surent faire des réalités ?

Les précurseurs de l'établissement d'une Ligue des Nations s'ils ont eu, comme nous l'avons vu, même inspiration et mêmes principes directeurs, ont toutefois professé des opinions nettement diverses quant à ce qui a trait à la forme politique d'une Société des Nations. Les uns, tel Sully rêvèrent d'une République chrétienne absorbant dans son sein l'université des États. Les autres tel Bentham ou Kant, concevaient un simple groupement des États pour des fins paci-

ques. Et la controverse est loin aujourd'hui d'être close. Maintenant que la Société des Nations est entrée dans le droit international écrit, les uns voudraient la ramener à une simple alliance, tout au plus à une vaste fédération sans armée, sans pouvoirs coercitifs, et propre à donner aux nations en conflit simplement des conseils, de bons offices, une médiation; les autres au contraire voudraient ériger la Société des Nations en un Superétat universel soumettant par la force l'état-membre récalcitrant à ses décisions.

Qu'il s'agisse de la conception qu'ont eue avant le ^{xx}e siècle de la Société des Nations, tels grands esprits — ou qu'il s'agisse de la présente Société des Nations, l'opposition entre les deux thèses ne paraît pas, quant à nous, irréductible. Et c'est bien plutôt une question de proportion et de mesure qu'une question de principes.

L'indépendance d'un État est toujours amoindrie, qu'il se laisse absorber par un Superétat ou qu'il entre simplement dans une fédération. Un internationaliste contemporain ¹ a écrit : « Du point de vue juridique la notion de souveraineté est antinomique avec celle de la règle de droit ou de la discipline juridique. Si les Etats doivent être sujets de droits ils ne peuvent plus être souverains. Ils sont soumis dans leur activité aux formules traduisant à un moment

1. M. Georges Scelle.

donné la plus grande utilité sociale. Ils ne doivent pas pouvoir s'en écarter et s'il y a doute sur le sens de la formule ou sur la conformité de leurs actes à cette formule, s'ils sont en un mot partie dans un litige, ils ne doivent pas pouvoir coopérer à l'acte de juridiction et sont tenus de s'y conformer. Elle est la base nécessaire de tout droit, aussi bien entre collectivités qu'entre individus. Vouloir concilier cette notion avec celle de souveraineté, c'est chercher la quadrature du cercle, et tant qu'on s'y obstinera, le Droit international végétera. »

A cette opinion nous souscrivons pleinement. Et l'on ne peut, si l'on s'en tient à la réalité des faits, parler d'indépendance des États mais bien plutôt d'interdépendance. L'État pleinement souverain est un mythe autant que l'homme pleinement libre.

Dès lors il importe beaucoup moins que la Société des Nations affecte la forme d'un Superétat ou celle d'une Confédération : de toute manière elle attentera à la souveraineté des nations dans l'intérêt général de la collectivité humaine. Et ainsi réapparaît l'unité de vues des précurseurs du Covenant de 1919 : tous ont voulu une organisation du monde propre à éviter les guerres. Il est évident que pour édifier cette organisation et dans l'intérêt supérieur du genre humain, les nations qui entreprennent une œuvre semblable doivent aliéner une portion de leur souveraineté tout comme le citoyen doit, à l'intérieur d'un État

s'il veut jouir de la protection des lois, aliéner une part de sa liberté.

Il se peut au reste que l'évolution des idées et des faits amène la Société des Nations à rassembler toujours plus étroitement sous son autorité les États qui la composent. Ainsi son avenir serait, comme le rêvaient déjà des Français du ^{xvii}^e siècle, de tendre vers la forme d'un État fédéral.

De toute façon l'avenir, selon nous, appartient tout entier à la Société des Nations. Ceux qui en concurent l'idée dans le passé se heurtèrent à l'indifférence des masses ignorantes. Les temps sont bien changés. Après une guerre qui a pu résumer en elle toutes les horreurs de celles qui l'avaient précédée, le monde a compris qu'il n'avait pas jusqu'à présent vécu dans un véritable état de société et de civilisation. Aussi la conception d'une Société des Nations est-elle devenue, selon l'expression du philosophe Fouillée, une « idée-force ». Et c'est seulement à présent que l'on peut entrevoir l'exploitation rationnelle du globe par les hommes et le début d'une ère fraternelle entre les Nations.

Les doctrines les plus opposées au reste peuvent communier sous les espèces de la Société des Nations. Fondée sur la liberté des nations elle les unit cependant étroitement. Ainsi le nationalisme d'un Déroulède va rejoindre l'internationalisme d'un Jaurès.

Et le genre humain peut enfin espérer, selon la parole évangélique, cette Paix, promise « sur la terre aux hommes de bonne volonté. »

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu le président de la thèse,

André WEISS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie

de Paris,

APPEL.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	1
INTRODUCTION	3
<i>Chapitre Préliminaire.</i> — Avant les temps modernes	15
PREMIÈRE PARTIE. — Le XVII^e siècle	23
<i>Chapitre Premier.</i> — François Suarez	25
<i>Chapitre II.</i> — Emery Crucé	35
<i>Chapitre III.</i> — Hugo Grotius	47
<i>Chapitre IV.</i> — Sully	55
DEUXIÈME PARTIE. — Le XVIII^e siècle	67
<i>Chapitre Premier.</i> — L'Abbé de Saint-Pierre ..	69
<i>Chapitre II.</i> — Les Révolutionnaires	83
<i>Chapitre III.</i> — Jérémie Bentham	94
<i>Chapitre IV.</i> — Emmanuel Kant	104
TROISIÈME PARTIE. — Le XIX^e siècle	121
<i>Chapitre Premier.</i> — Saint-Simon	123
<i>Chapitre II.</i> — Après le Premier Empire	131
CONCLUSION	141
